

NUMERO A 12 PAGES

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M 2414-386-4F

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant:  
VALENTINI  
7, avenue de la Forêt-Noire  
F-67000 Strasbourg.

DU 1 MARS AU  
30 AVRIL 1986.

4FF  
2FS

n° 386

## MARS 86 DE LA COHABITATION RAMPANTE A LA COHABITATION OUVERTE

La campagne électorale pour les élections législatives de mars 86 est significative à plusieurs égards. Elle permet de mesurer d'abord l'importance du monopole de toute initiative politique dont disposent les forces au service de l'ordre social bourgeois : du PC et du PS jusqu'au Front National. Ces forces se sont finalement toutes intégrées dans un dispositif dont la véritable fonction est d'entretenir la confusion, de freiner toute initiative de lutte indépendante de la part des masses ou à tout le moins de la part de noyaux combattifs importants et représentatifs de la classe ouvrière.

Avant même de savoir quelle sera la forme de la cohabitation au lendemain du 16 mars, il convient de remarquer que celle-ci est déjà présente de manière rampante peut-être mais tenace à coup sûr. La droite et l'extrême-droite se partagent le travail pour mobiliser les différentes couches de la bourgeoisie et des classes moyennes qui, même si elles ne participent pas directement à l'élaboration des grandes orientations du Capital en France, n'en constituent pas moins la base sociale du système capitaliste français. Cette mobilisation autour de thèmes comme l'insécurité ou l'immigration rabâchés de manière hystérique permet à la bourgeoisie d'être préparée à réagir au quart de tour à une éventuelle explosion de colère ouvrière. Elle permet également de faire pression sur le gouvernement pour lui faciliter le travail de répression, de prévention et d'intox au service du maintien de l'ordre : le gouvernement peut ainsi prendre en compte "l'inquiétude" de l'opinion en matière de sécurité et d'immigration pour chercher à l'apaiser et à forger un "consensus national", cela tout en apparaissant comme un moindre mal (par rapport à ce que ferait la droite si .... blablaba) aux yeux des travailleurs. Quant à la droite elle peut fustiger l'insuffisance de l'action gouvernementale et jurer ses grands dieux que si .... (on connaît la suite). On le voit la droite et le gouvernement se rendent mutuellement service.

Sur cette base, le PS cherche à l'occasion de cette campagne à redorer son blason en se retranchant derrière les lauriers de l'action gouvernementale. IL espère obtenir 30 % des voix pour devenir le parti charnière en France, (comme le parti radical socialiste sous la III<sup>e</sup> République) incontournable dans la définition d'une coalition parlementaire majoritaire. Une telle situation lui permettrait d'avoir une liberté d'action pour pencher selon les circonstances vers sa droite ou vers sa gauche.

Pour le PCF, il s'agit de suivre une ligne oppositionnelle (sans que cela exclut si les circonstances l'exigent un soutien critique ponctuel) afin de reconquérir une influence en captant dans un premier temps le mécontentement des travailleurs. C'est pourquoi le PCF utilise ses différences avec le PS pour crier à la trahison et au revirement de celui-ci alors qu'en réalité tous deux sont d'accord pour étouffer toute menace de lutte sociale. Les postures radicales du PC (à l'instar de la CGT sur le plan syndical) sont destinées à prendre date pour être en mesure de récupérer un éventuel "dérage" social; elles ont donc avant tout une fonction préventive.

Ce dispositif politique est tellement fortement installé qu'il ne laisse aucune possibilité d'action à une force politique qui ne serait pas capable d'en comprendre le mécanisme et d'en dénoncer les caractéristiques. C'est ce qui explique la léthargie de l'ancienne extrême-gauche centrée (trotskyste surtout) qui a été incapable de profiter du recul de la gauche et de sa désunion manoeuvrée. L'aplatissement dans lequel elle se vautre à l'égard de la gauche bourgeoise et opportuniste lui interdit toute initiative indépendante et la condamne à se traîner derrière le tacot de la gauche en bavardant

inutilement sur la nécessité de sa réunion sur des bases de "rupture" avec le capitalisme. Ils n'ont d'autre possibilité que de s'enliser dans les sables mouvants de l'intégration sociale et de se compter d'élection en élection. Pourtant avec le potentiel militant (mais il est vrai que celui-ci n'a été recruté que sur la base d'une ligne d'absence de lutte indépendante et radicale) dont elle dispose ce ne sont pas les occasions de mobilisation active qui manquent à cette extrême-gauche pour une action en dehors du marais de l'opportunisme. Mais de cela elle en est devenue totalement et irréversiblement incapable pour rejoindre définitivement le marécage de l'opportunisme et du réformisme dont elle est une composante à part entière.

En fonction des résultats des élections on peut prévoir 3 scénarios possibles (parmi d'autres encore bien sûr) : soit une cohabitation conflictuelle entre Mitterrand et un gouvernement de droite, ce qui entraînerait probablement des élections anticipées ou un référendum pour trancher en faveur de l'un ou de l'autre; soit une cohabitation douce reposant sur un gouvernement libéral mais pas trop ouvertement marqué à droite (une solution de type Chaban); soit enfin un gouvernement "technique" ou républicain dans lequel le PS, quoique non majoritaire à lui seul mais influent parce que confirmé comme premier parti de France, jouerait le rôle de cheville ouvrière. Nous ne sommes pas et nous ne serons pas indifférents à la forme que prendra la cohabitation demain (qui dépend surtout des relations entre Barre-Chirac-Giscard; si Barre accentue la division avec les 2 autres cela pourrait signifier des chances pour le PS de rester momentanément au gouvernement) parce que celle-ci conditionnera les modalités de la poursuite d'une politique anti-ouvrière. Mais ce qu'il importe de répéter c'est que, quelqu'en soit la forme future, cette cohabitation est déjà largement en place au-delà ou plutôt à travers les clivages que révèle la campagne électorale.

A partir de mars 86 la bourgeoisie grâce au monopole de l'initiative politique dont elle dispose pour l'instant continuera à entretenir la confusion à travers le débat sur les formes de la cohabitation; elle continuera donc à gérer la désorientation dont souffrent les travailleurs. C'est pourquoi, selon nous, la véritable lutte ne concerne pas les enjeux de ces élections mais bien la période qui suivra. La tâche pour les révolutionnaires sera complexe. Elle consistera d'abord à élaborer des orientations politiques claires et résolues face à l'intox qui sera développée par toutes les composantes du camp antiprolétarien. Ces orientations devront guider et alimenter une bataille politique fondée sur un travail de propagande et d'agitation et destinée à promouvoir des axes de mobilisation, ainsi qu'à concrétiser celle-ci au moins sur des questions partielles. Cette bataille

( Suite en page 4 )

PAGES 6 ET 7  
BILAN DE 5 ANS DE LA GAUCHE  
AU SERVICE DE L'ETAT BOURGEOIS.

## Après Rome et Vienne l'intox impérialiste et sioniste

A la suite des attentats de Rome et de Vienne revendiqués par le groupe Abou Nidal toute la machinerie de la propagande idéologique et politique des Etats occidentaux s'est puissamment mise en branle. Chacun a donné de la voix et versé des larmes hypocrites sur la sauvagerie aveugle de tels actes, venant perturber l'ordre paisible du monde occidental. Qui plus est, la "barbarie" venait de frapper, horreur et damnation, pendant les fêtes de fin d'année. Tous ces couplets, savamment orchestrés, visaient à conditionner l'opinion publique pour lui présenter le renforcement de l'autorité publique des différents Etats comme le seul recours assurant la protection des populations apeurées et menacées. Partout la propagande en a profité pour présenter les terroristes palestiniens comme les responsables des risques de déstabilisation de l'équilibre politique et diplomatique international.

( Suite en page 2 )



Maison palestinienne dynamitée par Israël : ce sont des milliers de Vienne et de Rome commis contre les palestiniens et les masses arabes que l'impérialisme et le sionisme cachent à la classe ouvrière car ils en sont responsables. Leur terrorisme ne fait pas la une des médias car ils sont leur instrument de contrôle idéologique et de décervelage du prolétariat, mais tout le papier et les ondes du monde ne suffiraient pas à décrire les atrocités qu'ils commettent.

## LIBAN : LES MANOEUVRES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES DE LA SYRIE

L'accord de Damas signé le 27 décembre 1985 prétend mettre un terme à 10 années de troubles et de guerre au Liban. 10 années de luttes héroïques menées par les masses palestiniennes et libanaises; 10 années de massacres et d'oppression aussi. 10 années encore au cours desquelles n'a pu se réaliser la chance historique de souder dans un front unifié authentiquement révolutionnaire la lutte des masses palestiniennes et libanaises contre le sionisme, l'impérialisme et contre toutes les forces politiques et sociales réactionnaires. Cet échec est bien sûr dû à un rapport de force qui s'est développé au profit du sionisme, de l'impérialisme, de la Syrie et de leurs auxiliaires locaux (à commencer par les milices chrétiennes). Il est aussi dû à une incapacité historique des organisations politiques palestiniennes au sein de l'OLP à défendre la cause palestinienne en l'intégrant sur des bases sociales révolutionnaires à la lutte des masses opprimées et déshéritées du Liban. Cette incapacité combinée avec le manoeuvrisme tacticien de beaucoup de groupes politiques laïques libanais (pas tous cependant) qui les

poussait à passer des compromis sans principe et sans lendemain (avec d'autres forces politiques ou étatiques) a favorisé l'émergence de forces politiques confessionnelles (notamment au sein de la communauté chiite) sanctionnant la désunion et la confusion. Cet échec représente enfin le glas du mythe du panarabisme qui, quelque soit le masque sous lequel il avançait (nassérien, nationaliste ou pseudo marxisant), s'est révélé comme une baudruche politique incapable d'organiser la lutte contre le sionisme l'impérialisme et les actions contre-révolutionnaires des différents Etats arabes, à la tête desquels se trouve bien sûr la Syrie.

Une telle situation a permis aux différents "seigneurs de guerre" libanais (milices chrétiennes, notamment des Phalanges ou des Forces libanaises, PSP druze, mouvement Amal ou parti des Hezbolahis) de s'affronter, avec en coulisses les manoeuvres sionistes et syriennes, pour consolider leurs zones d'influence respectives. D'ailleurs l'accord de Damas a été signé, sous le patronnage de la Syrie, par les 3 principaux "seigneurs de guerre"; ce qui les réunit tous 3,

( Suite en page 3 )

# Après Rome et Vienne: l'intox

( Suite de la page 1 )

## DES ACTIONS INUTILES ...

Il est vrai que de tels attentats pour être aveugles le sont effectivement. De plus, selon nous, ils ne présentent aucun intérêt pour le développement d'une lutte révolutionnaire prolétarienne concernant tant la libération de la Palestine, que l'émergence d'un réel mouvement de solidarité internationaliste anti-impérialiste et antisioniste. Cela pour plusieurs raisons. D'abord parce que la stratégie du groupe Abou Nidal, dont personne ne sait vraiment s'il vit encore ou s'il représente une couverture derrière laquelle agissent des forces mal définies (ce qui laisse ouverte la possibilité de multiples manipulations), représente une ligne d'action incapable de mener une réelle lutte antisioniste en dehors de tout compromis ou de tout rapprochement avec des forces étatiques comme l'Irak et la Syrie hier, la Lybie et encore la Syrie aujourd'hui. Or ces Etats, derrière des prises de position plus ou moins radicales, n'en sont pas moins des Etats contre-révolutionnaires et anti-prolétariens aussi bien du point de vue des masses palestiniennes que du point de vue des masses arabes du Proche-Orient (cf "Le facteur national palestinien dans la perspective de la révolution palestinienne au Proche-Orient" dans le Proletaire n° 377). On ne peut donc envisager de mener une lutte sur le terrain de l'antisionisme et de l'anti-impérialisme en acceptant de concilier les objectifs de cette lutte avec les impératifs diplomatiques de tels Etats sauf à courir le risque d'être pour le moins objectivement manipulé par eux. Car le rapport de force est aujourd'hui tel que ces Etats imposent (et imposeront) leurs conditions en faisant semblant de partager les mêmes objectifs quand ils ne suscitent et n'utilisent pas directement de pseudo objectifs radicaux. Le jour où le rapport de force s'inversera sous la pression conjuguée d'un mouvement de masse et d'une direction politique cohérente et résolue, authentiquement prolétarienne et internationaliste (ce qui suppose dès maintenant la capacité de prendre des positions

## ... QUI SONT LA CONSEQUENCE DU TERRORISME SIONISTE ET IMPERIALISTE.

En prenant cette position nous pensons cependant que la véritable priorité est, pour les révolutionnaires internationalistes, de se démarquer de la propagande impérialiste et sioniste. Car il est faux de prétendre que ces attentats aveugles représentent une menace de barbarie. Ils sont au contraire la conséquence quasi inévitable de la sauvagerie dont s'entoure l'action du sionisme et des forces impérialistes qui le soutiennent. Ces attentats sont la réaction à une politique de massacre et de terreur systématique perpétrée par le sionisme et l'impérialisme. Ils reflètent en petit l'action que la contre-révolution mène en grand contre les masses palestiniennes et les masses arabes au Proche-Orient. Aussi "l'opinion publique" de même que les groupes qui croient s'accrocher à des positions pseudo-radicales d'extrême-gauche ou d'ultra-gauche feraient-elles mieux de condamner l'action de ses propres Etats impérialistes comme celle du sionisme qui tous prennent en otage les masses du Proche-Orient pour défendre leurs intérêts contre-révolutionnaires, avant de critiquer l'inutilité d'actions aveugles de riposte.

Ce n'est pas le fruit du hasard si les membres des commandos de Vienne et de Rome sont de jeunes palestiniens venant des camps de Sabra et de Chatila n'ayant rien connu d'autre dans leur courte existence que la misère, l'oppression, la terreur et les massacres.

Ce n'est pas le fruit du hasard non plus si ces actions ont suivi des actes étatiques de terreur et de massacre, à peine évoqués du bout des lèvres par les médias et les officines de propagande bourgeoise, comme l'attaque israélienne de Tunis qui fit 70 morts.

Il nous semble utile de rappeler quelques exemples de cette politique de terreur et de massacre d'Etat entreprise par le sionisme avec l'appui direct ou indirect des Etats impérialistes occidentaux (sans l'aide desquels le sionisme ne pourrait survivre et agir).

Commençons par les massacres de Sabra et de Chatila qui se déroulèrent du 16 septembre au 18 septembre 1982 se soldant par plus de 2 000 morts, hommes, femmes, vieillards et enfants. Certes les exécutants du massacre furent les milices chrétiennes dirigées par E. Hobeika. Mais la responsabilité directe en incombe aux troupes sionistes qui contrôlaient l'accès aux camps; de même que la responsabilité des

indépendantes et sans faille), ces Etats, au-delà de leur rivalité avec le sionisme et l'impérialisme, prendront, au nom d'une solidarité contre-révolutionnaire, des positions opposées à la cause palestinienne et plus généralement de l'émancipation prolétarienne.

Il n'y a donc pas de place pour un quelconque manœuvrisme tacticien supposant qu'une exacerbation des rivalités interétatiques puisse automatiquement entraîner une reprise de la lutte. Celle-ci exige au contraire une prise de conscience et une mobilisation de la part des masses ainsi qu'une orientation politique indépendante de toute influence étatique bourgeoise et contre-révolutionnaire.

De telles actions aveugles ne peuvent ensuite servir réellement une lutte décidée parce qu'elles frappent l'adversaire par ricochet, en touchant des personnes civiles qui ne sont pas directement impliquées dans la politique du sionisme et de l'impérialisme. C'est dire qu'en fait elles ne frappent pas l'adversaire à ses points sensibles et névralgiques et lui permettent au contraire de renforcer sa politique d'intoxication pour obtenir le consensus autour de ses objectifs impérialistes de rapine, d'oppression et d'exploitation. Ce faisant, de telles actions retardent l'indispensable effort pour favoriser un courant de solidarité active internationaliste dont a besoin de s'entourer la cause palestinienne comme tout mouvement de lutte anticapitaliste et anti-impérialiste. Aujourd'hui les masses sont en Occident parce qu'abusées et conditionnées par une intense propagande, indifférentes à la politique de terreur et de massacre qui frappe notamment les masses palestiniennes. De telles actions sont inutiles donc puisqu'elles ne permettent pas de briser cette indifférence et renforcement au contraire la confusion. Si elles retardent le processus d'une certaine forme de paix impérialiste au Moyen-Orient (préparée par certains gangsters impérialistes et réactionnaires comme l'Etat français et égyptien) qui ne peut que se traduire par des massacres et une oppression généralisée pour les masses concernées, ce retard dans l'immédiat profite aux Etats comme Israël ou la Syrie qui ne sont pas prêts pour l'instant à accepter une solution qui ne leur convient pas.

massacres perpétrés par les milices slovaques, ukrainiennes, croates contre les populations juives d'Europe orientale en revient directement à l'Etat nazi. Faut-il rappeler également que les troupes israéliennes avaient pu rentrer dans Beyrouth-Ouest grâce au départ précipité, quelques jours auparavant (et contrairement aux engagements), des troupes françaises, US et italiennes qui de la sorte laissaient le champ libre à l'action du sionisme pour revenir une fois le "nettoyage" de Sabra et de Chatila terminé ?

Certes il n'y eut que 2 000 ou peut-être 3 000 morts reconnaissant les propagandistes qui après Vienne et Rome ont poussé des hurlements hystériques ! Mais qu'est-ce par rapport aux massacres de la 2ème guerre mondiale ? C'est regrettable mais il n'y a pas eu génocide, ajoutent-ils. Au-delà de cette infecte comptabilité boutiquière, ce qui compte ce n'est pas le nombre mais le contexte. Si en 2 jours le sionisme avait pu faire massacrer 10 000 ou 100 000 palestiniens il ne s'en serait pas privé car l'objectif de ce massacre était de terroriser l'ensemble de la population palestinienne. Déjà en juin 82, les sionistes avaient massivement éliminé des centaines de civils (seulement, faute de temps !) dans les camps de Tyr et de Saïda avant de poursuivre leur progression. Un an plus tard le sionisme va pousser les milices phalangistes à massacrer dans le Chouf les populations druzes avant de favoriser les actions de représailles druzes contre les populations chrétiennes. Car l'objectif du sionisme, pour assurer son expansion et sa domination était alors de gérer une guerre confessionnelle au Liban. Ce qui suppose en permanence une politique de terreur et de massacre quelqu'en soient la forme et les moyens.

Faut-il encore rappeler la politique systématique d'oppression et de massacre menée contre les populations chiites au Liban ou palestiniennes dans les territoires occupés, à coup de dynamitage, d'enlèvements, de mitraillages, de tortures, de "disparitions" et d'internements.

Faut-il enfin rappeler que l'Etat d'Israël s'est constitué puis s'est développé grâce à une politique de terreur et de massacre ?

Tout au long des années 1936-39 le terrorisme sioniste va se développer contre la population arabe tantôt par

l'action de la Haganah (la composante travailliste du mouvement sioniste) tantôt par celle de l'Irgoun (dirigée par Menahem Begin). Nous conseillons sur ce sujet la lecture du livre bien documenté d'Ilan Halevi : "Israël, de la terreur au massacre d'Etat", Ed. Papyrus. Il écrit notamment :

"cette énumération sanglante devient facilement répétitive et fastidieuse, mais l'accumulation de ces meurtres à la petite semaine finit par dessiner un schéma qui est celui du massacre en tant que politique. Ce que l'on peut véritablement appeler, sans abus de langage, le terrorisme. C'est cette tradition terroriste dont nous voyons ici qu'elle n'est ni récente, ni le monopole des seuls sionistes "révisionnistes" (ceux qui voudraient agrandir les frontières d'Israël, NDLR), qui a constitué l'histoire, la mémoire et aussi la fierté secrète de plusieurs générations de "combattants" en Israël. C'est cette tradition qu'il faut avoir présente à l'esprit lorsqu'aujourd'hui, nous tentons de comprendre pourquoi, et comment, les massacres de Sabra et Chatila ont pu avoir lieu, ou comment, le 9 avril 1948, la tuerie de Deir Yassine pouvait se dérouler dans la quasi-indifférence générale".

A partir de 1947 le terrorisme sioniste s'intensifie. Les puissances impérialistes alliées décident, par l'intermédiaire de l'ONU de partager la Palestine. Ce qui signifie qu'elles prétendent résoudre la question juive qui a fait 6 millions de morts en Europe en créant un Etat en Palestine. Cela suppose l'expulsion de centaines de milliers de palestiniens de leur terre (il y en aura environ 1 million en 1948). On règle ainsi un problème européen en créant un problème douloureux en Palestine en condamnant toute une population à l'exil. C'est que la création de l'Etat d'Israël permet à l'impérialisme d'avoir une tête de pont dans une région de très grande importance stratégique.

L'infect plan de partage de l'ONU devant entrer en application le 15 mai 1948, les forces sionistes vont intensifier leur action de terreur et de massacres pour avoir le maximum d'atouts entre leurs mains ensanglantées. A ce moment, avant le 15 mai 1948 : "sur le terrain, les forces palestiniennes se limitent aux milices locales et aux groupes de "volontaires" qui s'étaient regroupés en Syrie ...; c'est-à-dire qu'elles sont tout à fait inférieures, en nombre d'hommes et plus encore en équipement et en armes, à la puissance de combat des sionistes. C'est précisément à ce moment que se situe l'effort militaire maximal des sionistes pour s'emparer des villes et villages arabes situés hors de l'Etat juif du plan de Partage, en expulsant la population. C'est dans ce cadre que se situe l'opération de l'Irgoun et du Stern à Deir Yassine: car Jérusalem, selon l'ONU, ne doit pas faire partie de l'Etat juif, mais constituer une enclave à statut international, un corpus separatum, au milieu du territoire de l'Etat arabe de Palestine. Begin et Shamir ouvertement, Ben Gourion pratiquement et activement, contestent cette carte et entendent bien mener et gagner avant le 15 mai 1948 la bataille de Jérusalem". Au moment où les assaillants commencent le massacre des civils à Deir Yassine, les forces de la Haganah font le siège du village de Aastal, distant de quelques kilomètres, et qui constitue alors le "verrou" qui commande les abords de la cité".

Rappelons qu'à Deir Yassine le 9 avril 1948, deux unités de l'Irgoun dont le chef était Menahem Begin, et du groupe Stern dont le numéro deux était Yitzhak Shamir, l'actuel vice premier ministre de l'Etat sioniste,

## LE SIONISME SAIT SE SERVIR DE L'ANTISEMITISME.

Pour renforcer sa domination et son influence, l'Etat sioniste n'a pas hésité à utiliser l'arme du terrorisme contre des cibles ... juives en dehors d'Israël, à la fois pour provoquer des mouvements d'émigration vers Israël que pour contrôler un "lobby" juif qui lui soit favorable et puisse appuyer son action sur le plan diplomatique et propagandiste. Il est bien sûr difficile de trouver des preuves explicites d'une telle action vu l'efficacité des services secrets sionistes. Mais il existe un exemple historique irréfutable qui concerne l'Irak en 1950 (à une époque où le gouvernement irakien était directement inféodé à l'impérialisme britannique). A cette date, le sionisme avait secrètement négocié la possibilité jusqu'en mars 1951 pour 100 000 juifs irakiens d'émigrer vers Israël. "Une fois les barrières légales à l'émigration des 100 000 juifs d'Irak levées, nul mouvement de masse vers Israël ne se dessinait au sein d'une

y ont assassiné 254 hommes, femmes et enfants. Cela avec la complicité tacite mais réelle de la Haganah dirigée par Ben Gourion et principale force sioniste. "Pour le crime de Deir Yassine, personne ne fut jamais inquiété. Les chefs des deux organisations devinrent les co-fondateurs de l'Etat d'Israël, puis les dirigeants de son opposition parlementaire, avant d'en devenir les premiers ministres successifs... Ainsi se forge le "modèle" israélien du massacre d'Etat dont le mobile est triple: se venger et intimider, provoquer un exode et orienter l'escalade". Ce "modèle" de terrorisme et de massacre d'Etat sera par la suite régulièrement utilisé tout au long de l'histoire de l'Etat sioniste.

Comme le rappelle Ilan Halevi: "l'histoire, bien sûr, ne s'arrête pas là. La guerre du Sinaï (en 1956) qui allait s'accompagner de grands massacres de civils dans la bande de Gaza s'ouvrait par un massacre gratuit à l'intérieur même des frontières d'Israël, dans le village arabe pacifique et désarmé de Kafr Kassem: 44 hommes, femmes et enfants sont froidement assassinés par une unité de Garde-Frontières, pour crimes de contravention à un ordre de couvre-feu notifié aux notables du village alors qu'ils étaient absents. Revenant de leur travail dans les colonies juives voisines ils sont un à un assassinés par les soldats. On trouve une description précise et rigoureuse de ces événements dans l'extraordinaire livre de Sabri Geries, publié en 1965, (en hébreu seulement, l'édition arabe étant interdite) et traduit en français en 1969 ("Les arabes en Israël" Maspéro Ed.). Les pièces du procès en constituent la base, comme elles ont inspiré le beau et terrible film de Bohran Allaoui qui porte le nom du village".

Après Kafr Kassem il y eut un procès qui condamna les responsables à 16 ans de prison. Ce qui permit, de même que le rapport Kahane, à tous les propagandistes au service de l'impérialisme et du sionisme de vanter la "démocratie israélienne" et de remplir ainsi leur rôle de blanchisseurs du crime. Il suffit de rappeler que 3 ans après le massacre de Kafr Kassem tous les inculpés étaient sortis de prison!...

Donnons encore la parole à Ilan Halevi. "L'escalade ininterrompue de la violence, de la repression, de la brutalité et de la cruauté dans les territoires occupés allait développer et amplifier les potentialités terroristes contenues dans l'armée et la société israéliennes. Désormais, tout ou presque se fait au grand jour. La mécanique enclanchée marche toute seule, le danger de paix n'existe plus, la guerre et l'expansion permanentes sont devenues l'état de nature du corps social israélien. La fuite en avant militaire et territoriale va conduire l'armée à envahir une première fois en mars 1978, le Liban. Là, une répétition générale de l'invasion de juin 1982 aura lieu, à laquelle il ne manque rien: ni les massacres de civils perpétrés par l'armée comme à Ein'Ibl, ni les tueries généralisées commises, comme à El Khyam, par les mercenaires de Saad Haddad". Cette politique de terreur et de massacre s'est, bien entendu, poursuivie après 1982 au Liban contre les masses palestiniennes et libanaises. Les représailles menées par l'Etat sioniste prenaient en fait prétexte des coups portés par la résistance palestinienne ou libanaise pour donner libre cours au terrorisme d'Etat israélien. Un terrorisme qui, quand c'est nécessaire, n'hésite pas à transgresser le "droit international" montrant ainsi que celui-ci n'est que le droit du plus fort et un simple chiffon de papier dont on ne s'embarrasse guère pour poursuivre une politique d'oppression des masses.

"communauté qui ne se concevait pas d'avenir ailleurs que là où elle avait toujours vécu, et dont la jeunesse se considérait solidaire de la jeunesse irakienne dans sa totalité.

"C'est alors, le dernier jour de la fête de Pessah 1950 qu'un engin explosif est lancé d'une voiture sur les clients de la cafétéria "Dar el Bidali" (fréquentée par de nombreux juifs). La panique provoquée par l'attentat accéléra le mouvement, mais seulement pour une courte période. En définitive, seuls 150 juifs arrivèrent à Lydda, via Chypre, à la suite de cette "opération" qui n'avait pas fait de victimes. Une seconde bombe explosa alors, cette fois au Centre Culturel américain, et le bruit se répandit dans la communauté juive que c'étaient les juifs -dont beaucoup fréquentaient la bibliothèque du Centre- qui étaient visés. Mais là encore, la peur et la panique ne poussèrent qu'un tout petit nombre de juifs à abandonner

# Rome et Vienne

"leur citoyenneté irakienne et leur pays...  
"C'est alors que la bombe meurtrière  
"est lancée sur la synagogue déclenchant  
"cette fois un véritable mouvement  
"de panique". (Ilan Halevi). Grâce à cette pa-  
"nique il ne resta plus en 1951 que 5000  
"juifs irakiens qui ne s'étaient pas inscrits  
"pour aller en Israël. Il fut prouvé de  
"manière irréfutable que la bombe meurtrière  
"avait été placée par les services  
"secrets sionistes.

C'est ce qui fait dire à Ilan  
Halevi: "ce n'est réellement, et prévisible-  
"ment, qu'après la création de l'Etat  
"et l'unification des "réseaux clandestins"  
"au sein des nouveaux appareils militaires  
"que cette vocation terroriste pourra  
"s'exprimer, non plus comme un courant,  
"une tendance ou une "sensibilité" particu-  
"lière, mais comme "l'avant-garde" pionnière  
"de la société officielle toute entière.  
"Il faut suivre à la trace l'irrésistible  
"ascension de cet appareil grâce auquel  
"Ben Gourion, puis ses successeurs, ont  
"non seulement fait avancer leurs ambitions  
"territoriales et assuré la division et  
"la vulnérabilité de leurs ennemis arabes  
"et palestiniens, mais ont également  
"trompé leurs propres alliés et manipulé  
"le jeu politique "démocratique" en  
"Israël".

"C'est en 1950 que les potential-  
"tés de ce nouvel appareil vont s'exprimer  
"pour la première fois avec éclat - bien  
"que les faits, encore aujourd'hui ignorés  
"ou évacués de la réflexion au sujet  
"de la politique israélienne, n'aient  
"été connus du public que beaucoup plus  
"tard. Ici encore, il s'agit de meurtres  
"terroristes, mais la nature du terrain  
"et des enjeux définit un modèle nouveau,  
"un degré de plus dans la "logique" du  
"massacre d'Etat. Car fidèles à la tradition  
"des opérations menées "derrière les  
"lignes" ennemies, les services secrets  
"israéliens opèrent désormais bien au-delà  
"des frontières du nouvel Etat, et,  
"entre autres, en ... Irak!

"Le lecteur candide qui s'imagine-  
"rait que ces opérations visaient à  
"frapper d'éventuels guérilleros arabes  
"se préparant à attaquer le petit Etat  
"juif a encore beaucoup à apprendre sur  
"la conception Ben Gourionienne de  
"la sécurité. Car les attentats meurtriers  
"commis par les services secrets israéliens  
"à Bagdad en 1950 et 1951 faisaient  
"justement partie d'un accord secret noué  
"entre les dirigeants israéliens et certaines  
"personnalités du gouvernement irakien de  
"l'époque, tandis que les victimes directes  
"n'étaient autres que ... des juifs irakiens.

"Ces faits dont l'énoncé même  
"semble si grossier qu'on a naturellement  
"quelque réticence à les absorber n'ont  
"été révélés que par bribes, au cours  
"des années, et n'ont pratiquement jamais  
"franchi les barrières de l'opinion occiden-  
"tale. Comme si leur énormité même  
"les rendait invraisemblables, littéralement  
"incroyables! Connus de la majorité des  
"juifs d'Irak en Israël, ils n'y étaient  
"publiés quasi-marginalement qu'au cours  
"des années 1960.

... "C'est pour les "sauver"

"qu'Israël frappe les juifs irakiens,  
"et cette sollicitude est évidemment ina-  
"vouable. Elle se dissimule derrière le  
"masque de l'ennemi auquel elle se substi-  
"tue, elle veille à le remplacer s'il venait  
"à défaillir, elle accomplit en son nom  
"le rôle qu'elle lui a dévolu dans sa propre  
"stratégie. Il faut méditer sur cette "tradi-  
"tion" et ce qu'elle implique dans la  
"conjoncture actuelle".

Cela ne signifie pas bien sûr que  
tout attentat aveugle est directement  
orchestré par le gangster sioniste. Mais  
cela montre simplement que de tels atten-  
tats, au-delà du désespoir et de la  
confusion politiques qu'ils expriment, sont  
susceptibles d'être intégrés dans la straté-  
gie de celui qu'ils prétendent frapper et  
sont donc politiquement inutiles.

Cela ne signifie pas non plus  
qu'il faille confondre ces attentats aveugles  
avec des actions qui frappent pour  
de vrai des cibles névralgiques et sensibles  
au cœur du dispositif sioniste et qui  
ne peuvent être efficaces à long terme  
que si l'organisation les menant agit  
en dehors de tout compromis avec  
une quelconque force d'Etat.

Quoiqu'il en soit, face à l'intoxi-  
cation et impérialiste, il importe  
pour les révolutionnaires en Europe de  
la combattre par une propagande claire et  
décidée, et de préparer ainsi, à leur  
manière, le terrain où se tissera une  
solidarité active avec une lutte d'auto-  
défense des masses palestiniennes et  
proche-orientales contre le sionisme  
et l'impérialisme. Un terrain prolétarien  
qui devra nécessairement se démasquer  
de tout compromis avec les forces  
politiques et étatiques qui sont toutes  
en définitive au service de la réaction  
et de la contre-révolution. ●



# La navette ressuscite l'opium spatial

L'explosion de la navette  
"CHALLENGER" à la fin janvier a  
revêtu une importance considérable aux  
USA. Parmi l'équipage se trouvait pour  
la première fois "une américaine moyenne",  
l'institutrice McAuliffe, au milieu des  
militaires et des techniciens. Les médias,  
en Europe aussi, ont diffusé jusqu'à  
l'écoeurement quantité de reportages sur  
"la courageuse institutrice", sa famille,  
son village, ses élèves. "La mission  
de McAuliffe était aussi importante que  
le travail de l'ingénieur spécialisé dans la  
recherche des effets de la non-pesanteur  
sur les fluides" a dit à son sujet le  
Président de la Commission Sénatoriale  
qui supervise le programme spatial  
américain.

Quelle était donc la mission  
de l'institutrice?

Il était prévu qu'elle fasse  
des cours depuis l'espace à des millions  
d'enfants sur l'aventure spatiale, la  
nécessité de construire une station  
spatiale et de poursuivre l'effort entrepris.  
Des tournées de conférence, des reportages  
commencés dès avant le vol, devaient se  
poursuivre après sa conclusion; à côté de  
McAuliffe et pour la relayer, cent  
des candidats à un vol spatial ont été  
nommés "ambassadeurs de l'espace" et ils  
avaient eux aussi commencé des tournées  
dans tout le pays.

Mais en explosant en plein vol  
devant les caméras de télévisions, la  
navette n'a pas fait capoter cette gigantes-  
que entreprise de bourrage de crâne. La  
réaction des autorités, de la presse  
et des divers médias a bien montré que  
l'enjeu dépassait la simple recherche  
scientifique ou le volume de crédits à  
accorder à tel ou tel programme de  
la NASA; aussi le bourrage de crâne a-t-il  
été renforcé par la catastrophe.

Des armées de psychologues ont  
été consultés pour examiner les conséquen-  
ces du "choc" infligé aux petits téléspecta-  
teurs: "ils risquent de perdre confiance  
"dans la possibilité des grandes personnes  
"à garantir un avenir sûr", se sont-ils  
lamentés (1). Le Président Reagan a  
adressé des messages "émouvants" à la  
nation pour assurer que les Etats-Unis  
relèveraient le défi, ne céderaient  
pas à l'adversité; on a évoqué les pionniers  
qui n'ont pas reculé devant les flèches  
indiennes ... Il fallait rassurer les adultes  
(et les nations étrangères) sur la capacité  
de la société américaine à faire front,  
autrement dit sur la puissance et la capaci-  
té du capitalisme américain.

Cette campagne chauvine  
d'unité nationale démontre le caractère  
réactionnaire de l'opium spatial. McAuliffe  
et les autres "américains moyens" sélection-  
nés pour les vols spatiaux, devaient  
redonner vigueur à cet opium presque  
dissipé par la routine. Mission d'autant  
plus importante que la navette est  
un élément-clé des programmes militaires

américains. Elle a été conçue pour  
pouvoir mettre sur orbite de très gros  
satellites espions et elle est pratiquement  
le seul lanceur dont disposent aujourd'hui  
les militaires. La station spatiale projetée  
aura des objectifs militaires et industriels.  
Les européens, qui doivent y participer,  
prévoient de construire leur propre station  
spatiale autonome, car, selon eux, à la fin  
du siècle, seuls les Etats qui auront  
acquis leur autonomie dans l'espace,  
pourront se dire véritablement indépendants.

Le programme européen Ariane  
avait été conçu pour riposter aux USA  
qui voulaient conserver leur monopole  
de seul pays occidental capable de  
mettre sur orbite des satellites et qui  
refusaient en particulier de lancer des  
satellites de communication d'autres  
pays: ils s'octroyaient ainsi un juteux  
marché. La fusée Ariane, dérivée des  
missiles nucléaires français, a permis  
aux européens de s'emparer de la moitié  
du marché et l'échec de Challenger  
va arranger encore nos affaires.

L'accident de la navette  
aura donc des effets très négatifs pour  
les USA sur les plans commerciaux et  
militaires; le ministre de la Défense  
Weinberger a admis que le programme  
"Guerre des Etoiles" sera retardé. Mais  
à l'inverse, il aura permis une campagne  
idéologique de grande ampleur et redonné  
une nouvelle vie à l'opium spatial.  
Certes la réalité des contradictions sociales  
se chargera à la longue de détruire  
ce voile idéologique dont se pare le capita-  
lisme hypertrophié; déjà les conditions  
de vie des enfants des ghettos et des  
quartiers prolétariens des grandes villes  
américaines doivent leur occasionner  
des "chocs" autrement plus violents  
que l'explosion de la navette, et leur  
accession, avec l'âge adulte, à l'esclavage  
salaire et au chômage périodique, leur  
fera nourrir plus que des doutes sur la  
capacité des "grandes personnes" de  
la bourgeoisie à garantir un avenir sûr.

Mais en attendant la mort de  
"l'institutrice des étoiles" aura joué son  
rôle d'abrutissement des masses, pour  
le "dépassement" des contradictions de  
classes et l'adhésion "spontanée" des  
exploités à l'intérêt national, c'est-à-dire  
l'intérêt du capital.

Tant que le prolétariat n'aura pas  
conquis son indépendance de classe  
idéologique, politique et donc organisati-  
onelle, il sera victime des campagnes  
d'embrigadement bourgeoises et le  
capitalisme pourra utiliser même des  
échecs à son profit. La lutte contre les  
idéologies bourgeoises et donc contre  
l'opium spatial, est un élément nécessaire  
du retour du prolétariat sur des positions  
de classe. ●

(1) cf "Le Monde" du 1/2/86.

# LIBAN: LES MANOEUVRES CONTREVOLUTIONNAIRES DE LA SYRIE

( Suite de la page 1 )

et leur vaut "l'honneur" d'être invités  
par le régime syrien, c'est le sang  
palestinien qu'ils ont massivement versé  
pour être reconnus comme des partenaires  
crédibles; un sang qui dégouline sur  
leurs mains d'auxiliaires de boucherie  
et qui a servi d'encre à cet accord.

Celui-ci prévoit le désarmement  
des différentes milices (en fait leur  
intégration progressive dans une structure  
étatique directement coiffée par la  
Syrie), la réduction du pouvoir présidentiel  
et un processus de déconfessionnalisation.

Cet accord appelle plusieurs  
observations. Il joue au détriment des  
forces chrétiennes qui contrôlent l'Etat  
libanais de manière privilégiée depuis  
sa création en 1943. C'est d'ailleurs  
pour conserver leur position dominante  
(qui favorisait le développement des  
affaires) que ces forces ont engagé à partir  
de 1975 des agressions sauvages et  
meurtrières contre les masses palestiniennes  
et libanaises. Aujourd'hui bien que  
l'Etat libanais soit devenu un Etat  
croupion soumis au bon vouloir syrien  
les forces chrétiennes maronites veulent  
préserver une position dominante afin  
de maintenir et de consolider les privi-  
lèges qui pourront demain résulter  
d'une reprise des affaires dans le  
cadre de la reconstitution de l'Etat  
libanais. C'est pourquoi aux termes  
d'affrontements très violents les partisans  
d'Amine Gemayel (les Phalanges plus  
les troupes chrétiennes de l'Etat libanais)  
augmentés des partisans de Samir Geagea

(forces libanaises) ont pris d'assaut  
le QG à Beyrouth d'Elie Hobeika l'obligeant  
à partir en exil et prenant ainsi tout  
le contrôle de l'enclave chrétienne  
du Liban (900 km<sup>2</sup>).

Cet accord consacre ensuite  
le rôle central de la Syrie par rapport  
à l'instauration d'un ordre contre-révolu-  
tionnaire au Liban. La Syrie s'est de  
fait imposée comme l'allié obligatoire  
de toutes les composantes réactionnaires  
libanaises. Il s'agit pour elle désormais  
de trouver les modalités précises d'une  
solution qui passe nécessairement par  
son consentement, et qui devra lui  
permettre de s'intégrer à part entière  
dans un processus de paix impérialiste  
et contre-révolutionnaire dont Damas  
a été tenu à l'écart depuis les accords  
de Camp David. L'accord de Damas  
prévoit ainsi un futur alignement de  
l'Etat libanais sur la Syrie pour ce  
qui concerne l'éducation, la diplomatie,  
la défense et la police!

La "contestation" des partisans  
d'Amine Gemayel n'empêchera pas  
l'application finale d'un accord, même  
si ce ne sera pas celui du 27 décembre.  
Ce n'est pas là d'ailleurs l'objectif  
des dirigeants chrétiens. Leur but est  
simplement de négocier une répartition  
des équilibres qui leur soit plus favorable.  
A Damas de décider. Le critère pour  
le régime syrien sera en définitive  
la capacité de chacun des partenaires  
à museler les masses, à commencer  
par les masses palestiniennes des camps  
de réfugiés. Quelque soit l'accord final  
qui sera adopté la situation est grosse

de menace de massacre et de sauvage  
répression pour les palestiniens du Liban  
et à travers eux pour toutes les masses  
laborieuses déshéritées et opprimées  
du pays.

Cela impose pour tous les  
révolutionnaires, du Liban et d'ailleurs  
une extrême vigilance pour mener un  
travail efficace d'autodéfense sur place  
et préparer un mouvement de solidarité  
internationaliste active pour empêcher  
de nouveaux massacres dans l'indifférence  
générale.

Pour nous la conclusion politique  
reste la même que celle affirmée dans  
l'article "Liban: déchaînements des  
contradictions impérialistes et capita-  
listes" ("Le Prolétaire" n° 383, juin 85):

Il est clair que la recherche  
d'une solution contre-révolutionnaire  
rencontre des difficultés énormes en  
raison de l'accumulation croissante  
de contradictions de plus en plus incom-  
pressibles. On pourrait s'en réjouir  
si ce n'était pas les masses palestiniennes  
et libanaises qui en faisaient les frais  
de la manière la plus sanglante.

L'accumulation de ces contra-  
dictions ne produit pas de solution  
automatique en faveur des masses.  
Elle impose au contraire pour tous  
les révolutionnaires un indispensable  
travail de bilan politique complet en  
rupture avec tout suivisme tactique  
manoeuvrier aussi inefficace que cata-  
strophique, pour l'élaboration d'une  
stratégie révolutionnaire prolétarienne  
indépendante susceptible d'intégrer  
la lutte d'émancipation nationale pales-

tinienne dans un processus de révolution  
ininterrompue des masses palestiniennes,  
libanaises et arabes de la région contre  
l'impérialisme, le sionisme, les Etats  
bourgeois et toutes les forces réaction-  
naires qui agissent sur place; un processus  
ininterrompu de lutte révolutionnaire  
capable de démêler et de résoudre  
d'une manière communiste et proléta-  
rienne les unes après les autres toutes  
les contradictions qui enserrant et  
asphyxient les poussées de lutte des  
masses. Cela suppose également l'émergence  
d'une force politique organisée et indé-  
pendante capable d'appliquer sur le  
terrain cette stratégie et de gagner  
ainsi en influence.

Ce double impératif (élaboration  
d'une stratégie, développement d'une  
force politique combattante organisée)  
représente une phase incontournable  
permettant d'articuler les poussées  
de lutte radicale selon une orientation  
indépendante de tout manoeuvrisme  
et de tout suivisme tactique préconisé  
par des prétendants stratèges qui croient  
jouer au plus malin en rentrant dans  
des politiques d'alliance à bascule et  
qui sont condamnés à devenir de petits  
bonapartes locaux vite mis à la retraite  
ou à s'abimer dans les oubliettes de  
l'histoire.

Ce double impératif concerne  
de plus les communistes révolutionnaires  
internationalistes du monde entier pour  
éviter que le brûlot libanais ne devienne  
un terrain de préparation au déclenche-  
ment d'une troisième boucherie impérialiste ●

# Moins d'Etat? A bas l'Etat bourgeois!

Depuis de nombreux mois la pensée économique bourgeoise n'apparaît plus que comme toute entière acquiescée à un "retour au libéralisme". Partie des USA de Reagan et du monétarisme, la vague libérale a rapidement gagné l'Europe et le monde entier, confortée par le vigoureux essor de la reprise américaine en 1984. Le slogan "moins d'Etat!", repris dans la campagne électorale actuelle par tous les partis, retentit aux 4 coins de la planète, du Sénégal à l'Algérie, de la Grande-Bretagne jusqu'en ... Chine.

Prenons le cas français: R. Barre, explique dans son livre "réflexions pour demain" que si l'Etat a joué un rôle essentiel dans l'histoire du pays, s'il a puissamment contribué au développement de l'économie au 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles, si la politique étatique a été décisive dans la reconstruction et la modernisation de la France après la guerre, ce rôle est maintenant épuisé; "aujourd'hui", écrit-il, une réduction dans l'intervention "de l'Etat est la clé du changement social, une condition pour le progrès". La plate-forme commune RPR-UDF n'a pas repris certaines outrances ultra-libérales, mais se veut pourtant anti-étatique; Chirac en la commentant déclarait fin janvier: "la clé de l'avenir de notre société, c'est la diminution des prélèvements obligatoires. Il n'y a pas d'autre solution pour faire reculer l'Etat que de lui couper les vivres".

Il n'est guère utile de multiplier les citations de politiciens de droite, mais il faut souligner la conversion de la gauche au libéralisme. Dans une émission de télévision en septembre 83, Mitterrand s'exclamait à propos de la place prise par l'Etat: "trop d'impôts, pas d'impôts. On asphyxie l'économie, on limite la production, on limite les énergies et je veux absolument, tout le temps ou j'aurai cette responsabilité, revenir à des chiffres plus raisonnables (...). Qu'on amorce la "décrue, qu'on renverse la vapeur!". Il y a quelques mois dans une interview intitulée "mon libéralisme", le ministre de l'économie Bérégozoy parlait de "diminuer la tutelle de l'Etat sur l'économie"; "le modèle étatique et la production de masse ne sont pas de bonnes réponses pour sortir (de la crise, NDR) (...). Nous avons besoin de liberté, de responsabilité (...). 17 ans après mai 1968, l'idée de liberté, qui s'exprimait alors sous forme libertaire, redevient essentielle. L'Etat ne doit plus décider de tout. La gauche ne doit plus fuir le débat. Je suis favorable aux mécanismes de marché: initiative privée, concurrence" (1). Le PCF lui-même reprend le couplet anti-étatique: "il est certain qu'il y a beaucoup trop d'étatisme, inefficace et démotivateur (...). Nous luttons pour une conception de la liberté, de la responsabilité, de l'efficacité plus riche que celle du patronat et plus riche que le dirigisme d'Etat" (2).

Fin octobre, le CNPF a présenté ses propositions pour "une nouvelle politique économique" (3). Le thème général en est: croître plus vite implique moins d'Etat. Comme il fallait s'y attendre, le CNPF accorde un satisfecit au gouvernement: "la politique menée depuis 2 ans a fait quelques pas dans la bonne direction et a obtenu quelques résultats, notamment en matière d'inflation ... c'est F. Mitterrand le premier qui a eu l'idée de la baisse des prélèvements obligatoires". Le CNPF précise alors ce qu'il veut: "il faut accélérer l'orientation suivie depuis 2 ans (...). Ce que nous proposons n'est pas un changement d'axe de la politique économique actuelle, mais un changement de rythme et d'ampleur dans les réformes déjà engagées, et surtout que la priorité soit donnée à l'entreprise, seule créatrice de richesses, donc d'emplois".

Ces quelques exemples montrent donc, non seulement que toutes les forces politiques, y compris la gauche qui a procédé à une forte expansion du secteur d'Etat, se sont plus ou moins orientées vers le libéralisme, mais aussi que la politique économique actuelle va dans cette direction, aux dires mêmes des patrons.

Cet engouement libéral est un fait mondial avons-nous remarqué; il est possible d'en faire remonter les origines à l'arrivée au gouvernement des équipes Thatcher (1979) et Reagan (1980), mais surtout à partir de 1981 où est adoptée aux USA une politique économique dite "de l'offre". En Grande-Bretagne la politique Thatcher se présente comme essentiellement destinée à diminuer l'inflation au moyen d'un freinage des dépenses publiques, une diminution des impôts et une monnaie forte. Aux USA également on cherche à diminuer la fiscalité, les dépenses de l'Etat, au profit de l'épargne des particuliers, à l'inverse d'une politique dite "de la demande" qui consisterait à injecter du crédit et à augmenter les salaires pour créer une demande accrue. Ces politiques se disent "anti-keynésiennes"; alors que le keynésisme préconise une politique d'intervention de l'Etat dans l'économie et a fini par désigner aujourd'hui ce qu'on appelle la pratique

de "l'Etat providence", les politiques nouvelles entendent se fier aux seules lois du marché, et veulent limiter le rôle de l'Etat et abandonner l'Etat-providence (4).

Leur succès et leur généralisation n'est pas un fait de mode mais tient à ce qu'elles correspondent à un besoin réel du capitalisme. Les politiques keynésiennes, "étatiques", ont joué un rôle irremplaçable dans la reconstruction capitaliste d'après-guerre et l'expansion consécutive, ainsi que le rappelait Barre dans le livre cité. Les amortisseurs sociaux de l'Etat-providence ont permis l'intégration de couches entières du prolétariat et le maintien de la paix sociale tandis que le développement de l'Etat rendait possible le gommage des contre-coups des cycles économiques du capital (dispositifs anti-crise, politiques de "relance", de "refroidissement").

La crise de 1975 a vu réagir les Etats bourgeois selon les procédés habituels à leur disposition, par des politiques de relance; à l'échelle internationale, d'une certaine façon, c'est aussi une politique keynésienne qui a été suivie dans le développement du crédit accordé au tiers-monde pour créer des débouchés aux marchandises des pays industriels.

La reprise économique a été de courte durée puisqu'elle a culminé en 1979 et, surtout, elle s'est déroulée sous le signe d'une forte inflation, supérieure à 10% dans tous les grands pays. Cette poussée inflationniste traduisait le fait que les profits, durement entamés par la crise, n'avaient pu se reconstituer: chaque patron essaie par la hausse des prix de s'approprier une part supplémentaire de plus-value au détriment de ses concurrents et, tous ensemble, au détriment de la classe ouvrière. Les attaques contre le prolétariat (en France, les plans Barre) avaient été insuffisantes et elles ne s'étaient souvent traduites que par un simple freinage des hausses de salaires.

La récession de 81-82 donnera à la bourgeoisie mondiale, à la suite de la bourgeoisie américaine, l'occasion en même temps que l'obligation, de modifier sa politique et d'inaugurer une offensive de plus grande ampleur contre la classe ouvrière paralysée par la montée du chômage et l'emprise du réformisme (5). Diminution des dépenses sociales, réduction des "garanties", des "rigidités" qui gênent l'intensification de l'exploitation du travail, baisse du salaire réel; on l'a compris, cette offensive de classe avance sous le drapeau du libéralisme et "du moins d'Etat" (6).

Ce "moins d'Etat" veut dire "plus de profits"; en France, les programmes des partis d'opposition prévoient des allègements des charges des entreprises, des diminutions des prélèvements obligatoires, des réductions d'impôts pour les hauts revenus, une réduction de la fonction publique, des dépenses publiques, mais l'augmentation des budgets de l'armée et de la police. Nous avons souligné que le budget pour 1986 avait déjà ces préoccupations; prévoyant "moins d'Etat" pour tout ce qui touche aux dépenses sociales, il programmait plus d'Etat pour tout ce qui est répression et défense de l'ordre social: armée, justice, police (7). Le libéralisme doit s'accompagner nécessairement du renforcement de la trique étatique: quand les acquis sociaux ne sont plus là pour acheter la paix sociale, il ne reste plus au capitalisme que l'usage de la force.

L'Etat bourgeois ne va donc pas désarmer devant les prolétaires, mais il ne va pas non plus restreindre son rôle dans l'économie. Aux USA on a vu les conservateurs réaganiens ne pas hésiter une seconde à nationaliser la banque Continental Illinois pour lui éviter la faillite, ou ouvrir largement les cordons de la bourse étatique pour renflouer Chrysler. La reprise économique de 1983 a été typiquement keynésienne avec un déficit des finances publiques sans précédent (à cause notamment des programmes militaires): l'économie a redémarré grâce à l'intervention de l'Etat, qui a atteint son niveau le plus élevé depuis 1945. Les mesures protectionnistes se multiplient tandis que crédits et subventions sont accordés pour faciliter les exportations. En Grande-Bretagne la part de l'Etat dans l'économie a, elle aussi, augmenté, de même que les prélèvements obligatoires. Nulle part ne s'est réduit, ni n'a disparu, le rôle de l'Etat dans l'économie et la société, même lorsque l'affaiblissement de l'économie le contraint à une cure

d'amaigrissement. Le keynésianisme, c'est-à-dire, la reconnaissance du rôle central joué par l'Etat, est le fondement de toute politique bourgeoise à l'époque actuelle du capitalisme. En France, au fur et à mesure que se rapprochent les échéances électorales, les discours ultra-libéraux disparaissent; on redécouvre le rôle de l'Etat et même le côté bénéfique des nationalisations pour sauver des entreprises en difficulté (8).

La diminution, le dépérissement du poids et du rôle de l'Etat, c'est-à-dire un retour au véritable libéralisme, est en fait aussi impossible qu'un retour du capitalisme sénile contemporain, avec ses entreprises multinationales géantes, à des formes juvéniles de libre concurrence entre petits ateliers dispersés.

Les prolétaires ne doivent donc pas tomber dans le panneau du "moins d'Etat", ni à l'inverse se raccrocher à une perspective rétrograde de défense de l'Etat-providence, mais se préparer

à la lutte inévitable contre l'Etat, rempart irremplaçable du capitalisme. A bas l'Etat bourgeois!

- 1) "Alternatives économiques", n° 30, oct. 85.
- 2) Herzog, "l'économiste du PCF", dans "l'économie nouvelle à bras le corps", p. 51.
- 3) "Le Matin", "Les Echos", 23/10/85.
- 4) cf. "la crise de l'Etat-providence" de Rosanvallon.
- 5) Nous avons analysé à l'avance cette nécessité pour le capitalisme. Cf. "de nouvelles réformes pour supprimer les anciennes", "Le Prolétaire" n° 275, 21/10/78.
- 6) Pour une description de cette offensive de classe aux USA cf. "où va l'Amérique", "Le Prolétaire" n° 381.
- 7) Cf. "budget 86: plus d'Etat-gendarme", "Le Prolétaire" n° 384, 15/10/85.
- 8) Au début de l'année un rapport officiel expliquait longuement qu'un recul de l'Etat ferait courir des risques à la paix sociale.

## A QUOI SERT LA GAUCHE ?

Le journal "Financial Times", des financiers britanniques expliquait à ses lecteurs, dans un supplément spécial France, le 26 juin 1985, pourquoi certains bourgeois étaient partisans de Mitterrand, en citant le "directeur financier d'un des plus grands groupes français": celui-ci dit qu'il avait voté socialiste parce qu'il craignait que si la droite - qui était au pouvoir depuis 23 ans - restait au pouvoir "il y aurait pu y avoir le risque d'une explosion sociale en France".

Au lieu de cela, continue le journal il n'y a pas eu d'explosion sociale, il n'y a même pas eu l'équivalent de la grève des mineurs anglais. Et c'est un large consensus qui a émergé sur le besoin pour les entreprises de faire des profits et de rester compétitives. Ce changement dans les attitudes sociales est l'un des plus grands résultats de la période socialiste, conclut "le Financial Times" et une des raisons d'optimisme pour l'avenir de l'économie et de l'industrie françaises.

Dans une interview à "Libération" (du 21-22/9/85) un dirigeant d'IBM-France confirme: "nous serons éternellement reconnaissants aux socialistes français et même aux communistes, qui ont été un bon moment solidaires du grand virage. Leur pédagogie de la crise et leur lucidité industrielle nous ont rendu la légitimité".

On sait que lors d'une récente émission de télévision, Fabius a déclaré: "nous avons fait le sale boulot que la droite ne voulait pas faire". Le 9/12/85, Mitterrand était plus clair: "une des grandes réussites de la gauche est la désindexation des salaires sur les prix" et quelques jours plus tard, l'UIM (Union des Industries Métallurgiques), la branche la plus dure du CNPF, se réjouissait: "la politique salariale conduite

en 1985 a produit des résultats satisfaisants (...) on observe un freinage des rémunérations dont l'augmentation en moyenne est demeurée inférieure à la hausse des prix".

On comprend donc pourquoi au début de janvier 86, le quotidien américain "International Herald Tribune", qui est, paraît-il, influent dans les cercles dirigeants de la bourgeoisie européenne, écrivait que les prochaines élections auront "une immense importance autant pour l'occident que pour les pays non alignés"; "il n'y a pas de miracle français mais seulement une leçon qui pourrait servir à d'autres (...). Plus inquiétante nous paraît la perspective d'un nouveau ministre de droite essayant de faire un miracle à la Reagan (...). La politique économique de Reagan n'est pas exportable, et il n'est pas sûr qu'elle ait si bien réussi aux Etats-Unis. Il serait tragique que la nouvelle équipe gouvernementale renonce à la prudence dont on fait preuve les socialistes".

C'était au fond ce dont se vantait Bérégozoy en juillet à l'hebdomadaire financier et boursier "la Vie Française" (n° 2 093): "nous avons un atout que les autres n'ont pas, l'équivalent libre social. Lorsque j'entends parler de flexibilité je remarque toujours que la France n'a pas connu de troubles sociaux graves depuis 4 ans".

A quoi sert la gauche, sinon à paralyser les réactions ouvrières pour que le passage par le capitalisme d'un cap difficile (début d'une vaste offensive contre les travailleurs, sous couvert de "modernisation"), se fasse sans heurts ni conflits sociaux? La gauche (et l'extrême-gauche avec son soutien "critique") ont donc bien mérité de la bourgeoisie.

## DE LA COHABITATION RAMPANTE

(Suite de la page 1)

politique devra s'inscrire dans l'effort plus général de reconstitution du mouvement ouvrier sur une base politique et tactique réellement indépendante de toute influence bourgeoise, petite-bourgeoise ou opportuniste.

Une autre tâche consistera à oeuvrer patiemment mais résolument pour reconstituer des liens horizontaux entre travailleurs, au sein des syndicats comme hors des syndicats, comme premier pas vers l'organisation et l'impulsion de mouvements de mobilisation et de lutte dans les usines comme dans les quartiers. Ces liens horizontaux et ce travail de mobilisation devra porter sur toutes les questions immédiates ou plus générales concernant les conditions de vie, de travail, d'organisation et de lutte des masses travailleuses.

Pour être développées avec efficacité ces tâches supposent nécessairement un bilan de l'action de la gauche au pouvoir comme dans l'opposition (hier et peut-être demain). Un bilan qui soit complet et lucide pour pouvoir mener un travail décidé qui soit en rupture avec la gauche bourgeoise et opportuniste; un travail qui soit dès le début sans illusion vis-à-vis de cette gauche et même orientée contre elle pour pouvoir lutter efficacement contre l'exploitation capitaliste.

Dans ce journal les articles concernant l'action de la gauche au pouvoir sont une contribution et à ce bilan indispensable qui est à l'ordre du jour et au nécessaire travail d'orienta-

tion politique qui doit être mené sur la base de ce bilan. Orientation politique révolutionnaire dont l'élaboration, répétons-le, constitue et constituera pour la période qui vient une exigence incontournable pour la reconstitution d'un mouvement politique prolétarien en France.

C'est pourquoi à l'occasion du 1er mai nous prévoyons de préparer un matériel de propagande sur la situation en France à la suite des élections de mars 86, à diffuser le plus largement possible. Nous invitons tous les lecteurs qui désirent diffuser ce matériel à prendre dès maintenant contact avec nous.

### ADRESSE UNIQUE (France)

VALENTINI  
7, avenue de la Forêt-Noire  
67000 STRASBOURG.

### CORRESPONDANCE POUR LA

SUISSE:  
Editions programme  
12, rue du Pont  
1003 LAUSANNE

### IMPRIMERIE

IMPRES  
30, rue de Lingolsheim  
67810 Holtzheim  
Distribué par les NMPP  
n° d'inscription à la commission  
paritaire de presse: 52926.

# IMMIGRATION: DISCOURS ET REALITE

On le sait, pour la droite et encore plus pour Le Pen il faudrait renvoyer les immigrés chez eux pour combattre le chômage.

Cependant, certains politiciens de droite sont loin "d'accorder leurs violons électoralistes" avec leur participation patronale. C'est ainsi qu'à Toul, en Meurthe et Moselle, la découverte d'un atelier de clandestins composé de travailleurs asiatiques exploités 15 heures par jour pour un salaire de 200 Frs à fabriquer des pantalons, a mis en lumière du même coup les activités très particulières du maire RPR, Jacques Gossot et de son entourage.

L'Association Toulaise de Gestion et d'Animation (ATGA) qui gère des foyers d'immigrés est sous la coupe du maire et de ses amis. Les conditions de logement y sont misérables; quant aux crédits de l'ATGA, il semble qu'ils n'ont pas été utilisés pour l'amélioration de ces foyers. Par ailleurs, la femme du maire employait clandestinement des réfugiés pour coller des étiquettes sur des bouteilles de liqueur. Ceci ne constitue qu'un exemple connu de l'exploitation bourgeoise parmi des centaines d'autres qui restent ignorés.

La gauche a prétendu régulariser la situation des travailleurs immigrés sans papiers en 82, pour leur donner de meilleures conditions de vie et de travail. Nous avons déjà montré, dans des articles précédents que cette opération avait surtout pour but de gérer au mieux les intérêts du capitalisme français et pour résultat de diviser le prolétariat et de faire passer plus aisément une politique de répression et de contrôle policier contre les clandestins comme contre les "régularisés".

Sous le titre "l'économie des migrations clandestines", la revue "Echange Travail", éditée par le ministère du Travail et de la Formation Professionnelle a publié dans son numéro d'avril-mai-juin 85 un article dans lequel on peut lire: "on mesure par ailleurs l'importance de l'avantage dont jouissent ceux qui recourent à la fluidité extraordinaire des marchés d'emplois clandestins. Pour une entreprise marginale qui dégagerait une rémunération du patron de 100 000F par an, c'est un bénéfice net (pour la seule amélioration de gestion) de l'ordre de 10 000-12 000F sur lequel elle peut compter. Ceci suffit à expliquer ce paradoxe apparent plusieurs fois relevé qui veut que, notamment dans le domaine agricole le recours aux clandestins se conjugue parfois non pas avec une entreprise sur le déclin, mais au contraire avec un appareil de production extrêmement moderne (souligné par nous): l'intensification du capital exige systématiquement une gestion rigoureuse du facteur travail. Lorsque l'on ajoute ces gains à ceux réalisés sur les charges et/ou sur le bénéfice imposable, il ressort que l'embauche du clandestin est largement rentable aujourd'hui". (C'est encore nous qui soulignons).

Quant aux "régularisés" de 82 et à ceux qui l'étaient déjà avant cette date, la gauche n'a pas oublié: 1) de leur interdire le regroupement familial, 2) de leur supprimer les prestations familiales (pour les enfants restés au pays) s'ils sont chômeurs. C'est la politique dite "d'aide au retour" qui trouve là ses conséquences pratiques. Il s'agit en fait de disposer d'une main-d'œuvre facile sans avoir à subir des contraintes sociales jugées trop coûteuses.

De tout ceci il ressort que, contrairement aux divagations intéressées ou naïves de tous ceux pour qui la politique du gouvernement de gauche est favorable aux travailleurs immigrés, la politique de contrôle de l'immigration doit s'articuler avec les besoins économiques du capitalisme français tout en s'accordant de ses impératifs politiques.

L'article déjà cité plus haut donnait la liste des principaux secteurs employeurs de clandestins. Il s'agit de l'agriculture, le bâtiment-travaux publics, l'hôtellerie-restauration, le commerce, le commerce de détail alimentaire et la confection. Tous ces secteurs employeurs de main-d'œuvre saisonnière, donc flexible, s'accroissent parfaitement d'une main-d'œuvre mobile, renouvelable rapidement et pas chère.

Le travail clandestin est donc non seulement "largement rentable" dans ces secteurs, avant comme après 82, mais grâce à la nouvelle législation, les travailleurs immigrés sans papiers sont encore plus livrés à l'exploitation patronale puisque revendiquer c'est s'exposer à être expulsé immédiatement. De plus, le travail clandestin, comme le note également l'article, n'est pas le fait que

d'un patronat retardataire et rétrograde mais il peut aussi se conjuguer avec un appareil de production moderne.

Ceci vaut la peine d'être noté pour montrer toute la fausseté et l'hypocrisie de la trilogie actuelle dont on nous rebat les oreilles tous les jours: GAUCHE = MODERNISME ECONOMIQUE = PROGRES SOCIAL. La réalité montre au contraire que la modernisation veut l'intensification de l'exploitation. Tout le verbiage du réformisme bourgeois et ouvrier qui sert à enjoliver la sordide réalité de l'exploitation capitaliste ne réussit pas à améliorer le sort du prolétariat.

Enfin, d'un point de vue plus général, le travail clandestin est profitable non seulement aux secteurs qui l'utilisent mais également à l'Etat bourgeois qui pourra diminuer d'autant la part des transferts sociaux (prestations sociales) en direction du prolétariat. Maladies, retraite seront à prendre sur le salaire, et à 200F par mois, mieux vaut rester en bonne santé et mourir jeune.



Décembre 1983, rue des Dunes: test sur le terrain de la politique sociale-démocrate.

Il vaut la peine de rappeler qu'outre l'exploitation qu'ils subissent, les travailleurs immigrés sont la proie d'un certain nombre de représentants attirés ou non de la bourgeoisie, comme les "passeurs de frontières", les propriétaires de garnis et logements infects et insalubres, les vendeurs de faux-papiers et de toute une faune de parasites et d'escrocs qui prospèrent à l'ombre de l'illégalité. Cette situation peut brusquement se transformer en tragédie quand les travailleurs deviennent les victimes d'un contrôle policier ou de la racaille raciste. Habib Grimzi, ce jeune algérien battu sauvagement et jeté sans pitié par la porte du Bordeaux-Vintimille n'était qu'un "touriste". Pourtant, il ne fait pas de doute que son assassinat est le résultat de l'action et des déclarations des hommes politiques de droite comme de gauche. (Souvenons-nous des couplets sur les "faux touristes" et les "hommes du sud envahissants", etc.). La justice a suivi son cours. Mais le procès de Montauban, même si on y a prononcé deux peines à perpétuité ne doit pas faire oublier que la situation d'infériorité dans laquelle sont maintenus les travailleurs immigrés, qui plus est s'ils sont clandestins, et le jeu politique bourgeois sont directement responsables des sentiments anti-immigrés qui débouchent régulièrement sur des crimes racistes; quoique depuis quelque temps les médias dissertent sur le bien-fondé de cette notion. Est-ce ou n'est-ce pas un crime raciste? Là est la question... journalistique.

**Résultat:** la justice châtie des assassins pour mieux détourner l'attention des véritables causes, l'oppression et l'exploitation capitaliste qui ne peuvent être vraiment combattues que par ceux qui les subissent et par tous les militants désintéressés qui se placent aux côtés du prolétariat contre toute défense de l'économie nationale.

N'en déplaise à une certaine opinion démocratique, partagée par de multiples courants politiques, le racisme est bien l'expression d'une haine bourgeoise contre tous ceux qui ne savent, ne peuvent ou ne veulent pas se plier aux impératifs d'un ordre cynique, inhumain et bestial: le capitalisme. Opposer les faits aux idéologies brumeuses, dénoncer la politique chauvine et réactionnaire du collaborationisme ouvrier, soutenir et organiser les luttes prolétaires contre l'exploitation patronale et l'oppression et la répression policière, voilà les tâches actuelles des militants révolutionnaires et des éléments combattifs.

**Non au contrôle de l'immigration. Libre circulation des travailleurs au travers des frontières. La classe ouvrière est internationale.**

# Correspondance DE BESANCON EXPULSIONS DE LOCATAIRES

Le logement est une question souvent reléguée au second plan, (cf. Engels: "la question du logement") car elle n'est pas le résultat d'un rapport de production tel que celui qui s'exerce entre le prolétaire et le capitaliste/patron; pourtant dans une situation de crise c'est un problème qui ne doit pas être laissé de côté par les militants révolutionnaires conscients de la nécessité de la défense des conditions de vie immédiate des travailleurs.

Depuis son origine le prolétaire a toujours eu cette peur de perdre son logement, puisqu'il est très souvent locataire dans un système juridique qui protège d'abord la propriété privée. Le problème s'est posé de façon "moderne" depuis la révolution industrielle du 19<sup>e</sup> siècle avec la création des premières cités ouvrières et la concentration des forces productives dans des agglomérations toujours plus grandes.

Aujourd'hui, le prolétaire touché par la crise, et donc, exclu de la production, précarisé, reste totalement dépendant de l'Etat bourgeois et de ses institutions du logement, puisqu'il

## LA REALITE VECUE PAR CEUX QUI SUBISSENT UNE EXPULSION

Nous avons vu plus haut que les locataires expulsés étaient déjà des travailleurs frappés par les contre-coups violents d'une économie en crise: le chômage, la précarité, la baisse du pouvoir d'achat... Ici pas d'exception, les chiffres de l'office municipal d'HLM le montrent: 0,8 % des locataires avaient un retard de paiement de loyer de plus de deux mois en 1971 contre 8 % en 1984. Une évolution qui est proche de celle du chômage pour la même période.

La logique est sans faille; ici à Besançon, quasiment tous les locataires expulsés sont des travailleurs bénéficiant des allocations de fin de droit des ASSEDIC ou bénéficiaires de quelque autre prestation sociale (allocation parents isolés, aides familiales...). Ajoutons que les mères célibataires ont eu droit à un "traitement de faveur" puisqu'elles ont été les principales victimes de cette chasse aux sorcières.

## UN ARSENAL JURIDIQUE A LA DISPOSITION DES PROPRIETAIRES

Lorsque un locataire a plus de deux mois de retard de loyer, le propriétaire a, à sa disposition, l'appareil de justice pour faire recouvrer la dette. La démarche pour lui consiste à saisir le tribunal d'instances qui prononcera dans 99 % des cas un avis d'expulsion à l'encontre du locataire débiteur. Ensuite, le propriétaire fait intervenir des huissiers, avec leurs méthodes bien connues de saisies sur salaires, saisies mobilières ou autres pressions du même

## LES POLITIQUES SOCIALES

### ET LA PRISE EN CHARGE DES PERSONNES EN DIFFICULTE PAR LA "COLLECTIVITE".

Le discours habituel consiste à dire, dans ce domaine, que toute personne qui se trouve temporairement en difficulté peut faire appel aux services sociaux qui seront tout contents de faire preuve de sollicitude et de bonne volonté; or, lorsqu'on fait une demande d'aide auprès des assistances sociales, nul n'est sûr de ce qu'il obtiendra ou... n'obtiendra pas. La réalité de la politique sociale nage dans le flou le plus total. D'abord, cette politique est différente en fonction des villes, des départements (décentralisation?); une telle application bloque donc toute unification des travailleurs en difficulté et de leurs revendications. D'autre part les critères avec lesquels sont jugés les demandeurs de fonds sociaux sont totalement subjectifs et donnent lieu à un flicage social sans limites, allant jusqu'à contrôler si les familles dans le besoin ne consomment pas 400 grammes de pain par jour au lieu de 200; (200 grammes n'étant pas la ration journalière nécessaire à l'équilibre physiologique mais la consommation permise par le revenu d'un chômeur en fin de droit par exemple).

L'autre volet du discours des politicards bourgeois s'énonce ainsi: "il faut reconnaître et admettre les conséquences néfastes de la crise sur les masses"... Ceci dans les généralités et c'est le langage qui est de rigueur pour mettre en place des amortisseurs sociaux. Or, là aussi lorsqu'on sort des généralités des gargarismes politiques on s'aperçoit que la réalité est tout autre. Si un chômeur sollicite l'assistance sociale pour des bons d'alimentation

vit la plupart du temps dans des HLM gérées par les municipalités ou les départements. Cette période de récession économique a du même coup mis en lumière le fait que les offices d'HLM sont des entreprises de type capitaliste de premier ordre dont la seule logique est de boucler le budget en fin d'année. Et c'est pour ne pas supporter des déficits budgétaires que les offices d'HLM expulsent des locataires et font intervenir tout l'arsenal juridique pour recouvrer leurs créances envers les locataires. Pour les gestionnaires du logement social le reste importe peu; pourtant...

La situation devient cruciale pour la bourgeoisie dès l'instant où les prolétaires décident de ne pas se laisser expulser sans résister et c'est là qu'interviennent les politiques sociales en tout genre qui empêcheront l'unification des luttes sans jamais trouver de solution aux problèmes des locataires expulsés. Par contre lorsque le locataire accepte sans la moindre résistance ces méthodes d'exclusion, il est jeté à la rue et personne ne se souciera de savoir ce qu'il adviendra de lui.

Pour elles le scénario est toujours le même: la DDASS peut retirer les enfants du foyer, les huissiers exécutent l'expulsion et la mère n'a plus qu'à solliciter les foyers d'hébergement de la ville ou sa famille si elle ne veut pas passer ses nuits dehors.

Ainsi jetés à la rue les expulsés sont précipités dans une véritable catastrophe sociale. Les expulsions sont exécutées sans aucun respect de l'intégrité morale des personnes et de l'intégrité physique de leurs maigres biens. Les meubles, vêtements sont entassés dans des locaux des HLM où ils pourrissent. Ils sont même parfois emmenés directement à la décharge publique. Les expulsés sont interdits de séjour dans les différents offices d'HLM qui se repassent les informations.

Les personnes expulsables n'osent plus sortir de chez elles car l'expulsion peut être exécutée en leur absence.

Les honoraires étant à la charge du locataire... bien sûr. Il faut savoir qu'une affaire d'expulsion peut coûter à un locataire plusieurs milliers de francs, uniquement en frais d'huissiers.

L'appauvrissement toujours croissant des prolétaires n'a donc pas d'incidence sur les droits des propriétaires, fussent-ils propriétaires de logements sociaux! Ils ont à leur portée une justice de classe qui veille sur leurs intérêts!

ou la prise en charge d'une partie de ses dettes de loyer, 99 fois sur 100, il s'entendra répondre qu'il ne sait pas gérer son budget, qu'il fait des dépenses inutiles et se retrouve ainsi avec ses maigres revenus gérés par un organisme de tutelle, qui paiera d'abord les dettes et s'il reste quelque chose peut-être pourra-t-il manger...

Notons au passage que d'un point de vue juridique la mise en tutelle fait référence à une incapacité mentale. Pourtant aujourd'hui la municipalité de Besançon propose - sans sourcilier - une mise en tutelle systématique pour tous les locataires en retard de paiement de loyer! (ce qui représente environ 25/30 % du nombre total des locataires des offices HLM!). Voilà qui fait un bon pourcentage de la population considéré comme déficients mentaux.

C'est tout cela qu'il faut en fait voir sous le verbiage politique qui nous intoxique tous les jours. Voilà comment se concrétise la politique de "solidarité de tous envers tous", une formule si chère aux Fabius et Cie. Cette réalité-là, les prolétaires ne la supporteront pas éternellement sans réagir, violemment.

**Non aux expulsions!  
Solidarité de classe avec les expulsés!  
Réintégration des expulsés dans leur logement!  
Suppression des dettes!**

Telles sont nos revendications et le sens de notre travail. Pour tout contact: Collectif Lutte et Travail  
17, grande rue  
25000 BESANCON

# BILAN SOCIAL : PEDAGOGIE DE LA CRISE ET GARROTTAGE ANTI-OUVRIER

Sur le plan social la gauche, toutes tendances confondues et toutes voiles dehors en mobilisant ses composantes politiques (PS et PC) et syndicales a fait du bon travail au service de l'ordre capitaliste. Dans un contexte de crise économique, se développant aussi bien au niveau national qu'international, le gouvernement de gauche a su manoeuvrer avec beaucoup d'habileté pour étouffer tout mouvement prolétarien d'envergure. Ce faisant il a amplement mérité la confiance du grand capital dont il a été, au-delà de toutes les péripéties de surface le loyal exécutant. Ainsi le nombre de grèves n'a-t-il jamais été aussi bas en France, sur une période de près de 40 années, que depuis 1981 (cf. "Le Prolétaire" n° 382 : "la stratégie d'offensive anti-ouvrière de la gauche" et "Le Prolétaire" n° 384 : "le mouvement ouvrier à la croisée des chemins").

Mieux tandis qu'elle asphyxiant et anesthésiait tout risque de mouvement social violent, la gauche au pouvoir a développé une offensive en règle contre la classe ouvrière. Certes cette offensive a été engagée en évitant de frapper frontalement les masses travailleuses. Elle s'est développée dans le temps, par touches successives en adoptant la tactique du "saucissonnage" (cf. "Le Prolétaire" n° 382) qui consiste à endormir les rangs ouvriers par des promesses bidons, dont la fonction est de faire rideau de fumée (TUC, contrats à durée déterminée, congés formation reconversion, etc.) pour les frapper séparément par catégories et par secteurs. Cette offensive s'est étalée dans le temps et s'est accompagnée d'une intense intoxication de "pédagogie de la crise" dont l'objectif était (et demeure) de convaincre ceux que l'on frappe qu'il n'y a aucune autre alternative que de les frapper; car c'est en définitive pour leur bien. CQFD ! Elle se traduit

ainsi par une attaque contre les salaires entraînant dans l'ensemble une baisse du pouvoir d'achat et dans la réalité de leur isolement une terrible misère pour les plus démunis. En frappant au niveau des salaires (blocage-désindexation des salaires sur les prix puis sous-indexation) les différents gouvernements se sont efforcés, à partir de 1982 de pousser les entreprises capitalistes à dégager des profits non pas dans une augmentation des prix suivis d'une hausse moins importante des salaires (ce qui est aussi une façon de faire baisser le pouvoir d'achat) mais bien dans le contrôle des prix entraînant une stagnation des salaires (avec donc également une baisse du pouvoir d'achat) et obligeant les patrons à dégager du profit par une intensification de la productivité et de la rentabilité. Comme le note "Le Monde" du 5/02/86 : "l'habileté du gouvernement aura été d'avoir imposé aux chefs d'entreprises des normes de prix à ne pas dépasser et de les avoir assorties de contreparties plus que satisfaisantes. Dans la plupart des cas, en effet, les hausses de prix maximales autorisées correspondaient aux normes de hausses des salaires recommandées par la puissance publique. C'est dire qu'était laissée aux entreprises l'intégralité des gains de productivité qui, depuis les années 60, étaient partiellement distribués, soit aux consommateurs sous forme de baisse des prix, soit aux ouvriers et aux cadres sous forme d'augmentation de salaires. Cette fois, rien de tel, comme le montre le rétablissement rapide des profits des entreprises".

On le voit la gauche est à cent lieues de chercher à s'engager ne serait-ce que timidement, graduellement au moyen de quelques réformes en direction d'un quelconque et pâle

socialisme à la française. Elle est en plein plongée dans une "gestion" sociale au service des intérêts du système capitaliste français.

Comme, de surcroît, le rôle des entreprises n'est pas, business oblige, de servir l'intérêt général, mais d'abord de se servir et de faire du profit, il n'est pas possible de contrôler les prix indéfiniment. La voracité capitaliste des entreprises pousse le gouvernement Fabius à établir une libération générale des prix comme l'indiquent les récentes déclarations à répétition de Bérégovoy. Plus libéral que lui tu meurs ! Une felle libération se traduira inévitablement par une tendance à la hausse des salaires orientée de manière à ce qu'elle soit en retard croissant sur la hausse des prix. C'est dans ce contexte que le projet de flexibilité de l'emploi prend toute sa signification : "c'est une nouvelle façon de freiner non plus les augmentations de salaires, mais celle de la masse salariale".

On comprend les liens non occasionnels qui relient de la sorte l'attaque gouvernementale contre les salaires à une attaque en règle contre l'emploi. Cette dernière se traduit par une augmentation massive du chômage et des licenciements, dont les effets sont connus de tous : diminution massive des indemnités de chômage, solutions bidons pour les jeunes chômeurs (TUC), les chômeurs récents ou de longue durée (contrats-formation-reclassement-CFR et contrats à durée déterminée - CDD).

Nous avons déjà indiqué que les prévisions officielles annoncent une aggravation du chômage (cf. "Le Prolétaire" n° 384). En conséquence les licenciements vont s'intensifier en 1986. En 1985 Renault a supprimé 12 000 emplois au lieu de 10 000 initia-

lement prévus; cela en utilisant des méthodes progressives : départs volontaires (encouragés par une prime de 50 000 FF), aides au retour, préretraites. En 1986, Renault prévoit de supprimer 10 000 emplois supplémentaires dont 5 000 en "douceur" et les autres au moyen de congé de conversion avec une pseudo-formation rémunérée à 65 % du salaire brut pendant 6 mois. En mars 1986 PSA aura supprimé 1 800 emplois pour Citroën et 3 100 d'ici début 87 pour Citroën. De même les licenciements engagés dans la sidérurgie et les chantiers navals se poursuivront sur la lancée du sale travail de "dégraissage" qui a été entrepris depuis 2 ans.

Ainsi par cette stratégie anti-ouvrière la gauche a garrotté la classe ouvrière et n'a plus qu'à tirer sur la corde progressivement pour asphyxier toute tentative de riposte. Il faut dire que cette besogne aurait été impossible sans la collaboration des directions syndicales qui ont à leur manière rempli leur rôle : en jouant la carte de la désunion et pour ce qui concerne la CGT en adoptant des postures radicales. En réalité elle agit d'une main un poing de lutte alors que de l'autre, sur le terrain, entreprise par entreprise, secteur par secteur, elle tend la main et accepte la pression exercée par le gouvernement et par les patrons. La façade pseudo-combative de la CGT étant destinée à ne pas être prise de court par une explosion de colère violente et massive des travailleurs afin de chercher à la récupérer rapidement. Dans le domaine social la cohabitation anti-ouvrière est déjà en place. Il appartient aux éléments prolétariens combattifs et aux révolutionnaires de prendre l'initiative pour briser ce garrot et commencer à secouer le joug de l'exploitation capitaliste. ●

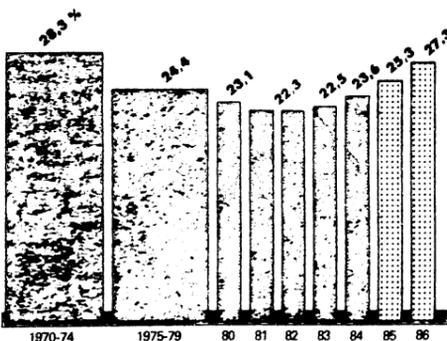
## Les élections un non-événement

Ce graphique ci-dessous explique, mieux qu'un long discours, les raisons de l'optimisme patronal et boursier : les taux de marge des entreprises devraient retrouver cette année un niveau proche de celui d'avant la crise.

A ce beau résultat l'opportunisme syndical est fier d'avoir contribué. En octobre Maire avait eu ce cri du coeur : "la vieille mythologie syndicale a vécu. Le rapport à la grève a changé : elle est devenue impopulaire. Le plus grand acquis syndical depuis 1981 c'est d'avoir imposé l'économie de la grève. Le syndicat a gagné une partie pour les salariés, celle de leur éviter de faire grève".

Avec de si fidèles larbins, on comprend l'euphorie actuelle de la bourse, qui fait dire à un agent de change (Europe n° 1, 12/2/86) : "les élections ? pour la bourse c'est un non-événement !".

Autrement dit, c'est de la poudre aux yeux, juste bonne pour les prolétaires. ●



### SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE.

Pour mener notre combat contre le capitalisme, nous devons faire un effort important de propagande et d'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse. Pivotal central de notre activité politique. Pour cela, toi qui lis notre presse et partage les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre presse en souscrivant au "prolétaire".

Souscription par chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre de :  
VALENTINI,  
7, avenue de la Forêt-Noire  
67000 Strasbourg

## BILAN ECONOMIQUE DE LA GAUCHE AU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT CAPITALISTE

Venue au pouvoir pour ... changer la vie la gauche s'est rapidement transformée en gestionnaire, couleur social-démocrate, de l'appareil économique du capitalisme français. Cette mutation n'est en réalité que de surface : la gauche, toutes tendances confondues, ayant depuis très longtemps une fonction historique au service direct des intérêts du capitalisme français. L'application d'une politique globale de gestion bourgeoise s'est faite au prix, sur le plan politique d'une rupture non pas avec le capitalisme mais entre partenaires PS-PC. De fait grâce à la gauche des valeurs aussi importantes que le culte du profit, de l'entreprise, des affaires (notamment boursières) ont monté en flèche.

Il est vrai le redressement des "capacités" et des performances du capitalisme français n'est qu'à peine amorcé. Cela est dû en partie à des faiblesses structurelles qui les caractérisent depuis longtemps : une insuffisante compétitivité par rapport aux économies concurrentes accentuée par l'approfondissement de la crise mondiale et l'aggravation de la concurrence internationale; une insuffisante dynamique du réseau industriel dont le tissu n'était pas assez serré et homogène; l'existence de 2 fractions capitalistes complémentaires et concurrentielles à la fois, l'une misant davantage sur une spéculation financière liée aux mouvements de l'économie mondiale et n'hésitant pas à chercher des profits dans des placements hors de France et en dehors de la rénovation de l'appareil industriel "national", l'autre s'efforçant de développer une dynamique interne à la France par une politique d'investissement et d'innovation technologique.

La gauche était particulièrement bien placée pour entreprendre un effort d'assainissement capitaliste pour 2 raisons. D'abord parce qu'elle seule pouvait, et a malheureusement pu, faire accepter l'austérité et les sacrifices aux masses travailleuses. Ensuite parce qu'elle n'était pas directement soumise aux pressions immédiates des différents secteurs, concurrentiels les uns par rapport aux autres, du capitalisme (ce qui, ne signifie pas que par l'intermédiaire du PS, elle ne bénéficie pas de points d'appui solides au sein de

certains groupes puissants comme par exemple le groupe Schlumberger). Cela lui a permis de s'atteler à la tâche de défense globale des intérêts collectifs du capitalisme français.

La relance de 1981, fut en réalité bien plus timide que celle faite en 1974 par Giscard d'Estaing. Elle se révéla inadaptable d'abord parce qu'elle se situait à contrecourant du mouvement de ses principaux partenaires occidentaux comme du marché mondial qui allait dans le sens de la récession et de la stagnation, ensuite parce qu'elle sous-évaluait les faiblesses structurelles du capitalisme français. C'est pourquoi dès 1982 elle adopta une politique économique plus "classique", barriste en quelque sorte, dont l'objectif était d'accorder la priorité à la restructuration du tissu industriel, ainsi qu'à la restauration des profits. Cette tendance fut confirmée en mars 1983 par le plan Delors qui signifiait une politique d'austérité en phase avec les tendances du marché mondial au rythme desquelles on s'accordait.

Les nationalisations de 1982 ne répondaient à l'évidence pas à des impératifs idéologiques mais à l'exigence de commencer la restructuration par les secteurs clés de l'économie française.

En 1983 et 1984 cette politique économique d'assainissement capitaliste se traduisit par des licenciements massifs dont le rythme s'est accéléré depuis, par la mise en oeuvre de la flexibilité qui est déjà largement appliquée dans les faits, par une lutte enfin contre l'inflation ramenée à environ 5 % pour rendre compétitive l'économie française et restaurer ses comptes financiers. Tout cela se traduit par une détérioration générale des conditions de vie et de travail des masses ouvrières. A tel point que la revue économique bourgeoise "l'Expansion" du 10-23 janvier 1986 peut avec ironie noter : "il serait injuste de méconnaître que le développement va se construire sur un terrain en partie assaini par la gauche. Il s'est passé des choses excellentes depuis 1985; reconnaît un conseiller de l'actuelle opposition. "La discipline salariale (sic, "NDLR), l'amélioration du partage de la valeur ajoutée en faveur des entreprises sont des "acquis" que ne vante pas le président de la République

"(il ne les avait en tout cas pas promis) "resic, NDLR), mais qui n'en sont "pas moins réels".

L'année 86 s'annonce comme devant permettre, de façon limitée, une amélioration momentanée de la situation économique générale. C'est pourquoi depuis un an le gouvernement a mis les bouchées doubles pour poursuivre sa basse besogne de restauration des profits et s'efforce de fixer désormais une reprise des investissements, sur la base d'un contrôle des salaires et d'une extension de la flexibilité du travail, pour rentabiliser le travail entrepris au service du capitalisme français. C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter les rumeurs de plus en plus insistantes de dénationalisation partielle que fait courir le gouvernement pour relancer l'investissement et injecter massivement du capital dans l'appareil productif afin de mettre à profit les fameux "acquis" bourgeois. Il est clair que la privatisation notamment du secteur de l'audiovisuel (TV privées) participe à ce mouvement général.

Décidément la gauche au pouvoir a rendu de fiers services au capital dont elle est le zélé défenseur. ●

the texts of the international communist party

### PARTY AND CLASS

— Theses on the Role of the Communist Party in the Proletarian Revolution (1920)

— Party and Class (1921)

— Party and Class Action (1921)

— Proletarian Dictatorship and Class Party (1951)

communist program publications

# BILAN POLITIQUE DE L'UNION A LA DESUNION ANTIPROLETARIENNE

L'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981 est l'aboutissement d'une stratégie de 10 années au cours de laquelle, sous couvert d'union de la gauche, elle s'est efforcée de canaliser et de contrôler les mouvements de lutte du prolétariat. L'objectif de la stratégie d'union de la gauche, au moment où le PS et le PC étaient dans l'opposition, consistait à détourner les différents mouvements de lutte dans les ornières de l'électoratisme. Le but n'était pas d'essayer de promouvoir par le biais de réformes légalistes et graduelles ainsi que par le biais du ... bulletin de vote (ce qui aurait été stupide) une politique de "rupture" avec le capitalisme, un "socialisme" à la française (ce qui aurait été encore plus imbécile). Il était de bernier le prolétariat en sapant sa combativité et en l'enfermant dans le rythme asphyxiant des échéances électorales (municipales, cantonales, législatives, présidentielles). Pour cela les forces politiques de gauche ont bénéficié de l'appui des directions syndicales qui ont systématiquement freiné les luttes revendicatives à l'approche des élections. Pour cela le PS et le PC n'ont pas hésité à jouer en 1977 la carte de la désunion pour ne pas gagner les législatives, ce qui aurait posé des problèmes de fonctionnement institutionnel entre un président de droite et une majorité parlementaire de "gauche". D'éventuelles élections présidentielles auraient eu à se dérouler dans un contexte social trop chaud obligeant le candidat de gauche à faire des promesses trop précises qu'il aurait été plus difficile de trahir. La carte de la désunion fut encore utilisée entre 1978 et 1981 pour accentuer la confusion et la désorientation des travailleurs sur le plan social et faire en sorte

que les élections de 1981 puissent se dérouler dans une situation d'accalmie (cf. "Le Prolétaire" n° 377 : "la gauche opportuniste et bourgeoise attaque les travailleurs et "Le Prolétaire" n° 384 : "désunis pour mieux soumettre les prolétaires").

En 1981, la gauche parvenue au pouvoir va entretenir "l'état de grâce" par le miroir aux alouettes de quelques réformes (5ème semaine de congés payés, lois Auroux, semaine de 39 heures comme 1ère étape des 35 heures en ... 1985) destinées en réalité à calmer durablement le "jeu" social et à préparer le terrain pour un redressement de la productivité, de la rentabilité et de la compétitivité du système capitaliste français. Le rideau de fumée se dissipe dès 1982 avec la décision de bloquer les prix et les salaires pour disparaître entièrement en 1983 avec le plan Delors d'austérité. Parallèlement en mars 1983 les élections municipales vont être l'occasion pour le gouvernement de reprendre à son compte un discours sécuritaire et anti-immigré qui par ricochet favorisait une accentuation des discours ouvertement racistes de la droite et de l'extrême-droite. L'intense agitation de la droite, de l'extrême-droite ainsi que de couches moyennes hystériquement accrochées à leurs privilèges permettait en retour à la gauche d'apparaître comme un moindre mal aux yeux des travailleurs. De plus une telle situation favorisait un recentrage du discours politique officiel se déplaçant de la revendication d'un fumeux "socialisme à la française" vers la défense des "valeurs républicaines". La stratégie de l'union de la gauche permettait encore au gouvernement de continuer à gérer la résignation des travailleurs qu'elle avait obtenue

au terme de nombreuses années de trahison et de mensonges. Cela tout en s'appliquant au redressement de l'appareil productif bourgeois. Une telle stratégie ne pouvait que s'user et devenir victime de son efficacité. C'est ce qui explique le recul en voix de la gauche aux élections municipales de 1983 puis aux élections européennes en juin 1984, recul combiné avec une remontée de la droite et de l'extrême-droite ainsi qu'avec une augmentation du nombre d'abstentions surtout dans les bastions traditionnels de la gauche.

Cette usure de la stratégie obligea le pouvoir à changer les règles du jeu politique avec le départ du PCF du gouvernement en juillet 1984. Il s'agissait désormais de gérer le désarroi et le mécontentement latent des travailleurs en jouant à nouveau la carte de la désunion, c'est-à-dire en utilisant au maximum les particularités et du PS et du PC.

L'usure et l'abandon de la stratégie d'union de la gauche, en fermant une phase politique de plus de 20 années, ôta toute possibilité de reconduire une majorité de gauche aux élections de 1986 et surtout mettait (et met) à l'ordre du jour la nécessité d'élaborer une nouvelle stratégie historique de rechange. Dans l'attente ce qui importe c'est de profiter de l'avantage provoqué par cette confusion en évitant une alternative dure fondée sur un retour de la droite qui risquerait de provoquer des dérapages sociaux; c'est de gérer le désarroi qui frappe le monde ouvrier. C'est ce qui explique l'instauration du scrutin proportionnel qui ouvre la perspective d'une cohabitation dont la forme dépendra essentiellement du résultat des élections, dont la réalité est déjà dans les faits et se traduit

par un accord de fond sur la base duquel tous les partis, d'extrême-droite au PCF, en passant par le RPR, l'UDF et le PS, tirent à leur manière dans un sens antiproletarien. Dans l'attente le PS et le PCF s'efforcent, en misant chacun sur sa particularité, de se remettre en selle pour servir le dispositif politique qui permet à la bourgeoisie de garder le monopole de l'initiative. Le PS en jouant la carte de la poursuite de l'action gouvernementale, et demain du recentrage (comme le souhaite ouvertement Rocard), le PCF en adoptant une attitude de pseudo-radicalité destinée à capter le mécontentement des travailleurs.

Il convient d'ajouter que ces manœuvres de la gauche opportuniste et bourgeoise ont été facilitées par l'alignement total de l'ancienne extrême-gauche qui s'est complètement aplatie dans une attitude compliste et imbécile par rapport au PS et au PC. Face à leur désunion, l'extrême-gauche est non seulement désemparée mais encore incapable de prendre aucune initiative indépendante ce qui montre bien qu'elle ne sera en aucune manière partie prenante (et c'est tant mieux en raison de la masse d'imbécillité criminelle qu'elle charrie dans son attitude politique) d'une reprise des luttes et de l'émergence d'une ligne politique prolétarienne qui est aujourd'hui plus que jamais à l'ordre du jour.

Tout cela montre que la classe ouvrière et le mouvement révolutionnaire sont impérativement confrontés à l'exigence d'une totale recomposition politique qui passe par un bilan clair et complet de l'action de la gauche et par l'élaboration d'une orientation et d'une pratique politique en rupture avec l'opportunisme et dès le début opposées à celle-ci. ●

## LO : plus électoraliste que moi ...

A la différence de certains autres groupes d'extrême-gauche, L.O. n'hésite pas à écrire et à répéter que "le résultat des élections ne changera rien pour les travailleurs" et qu'il ne faut pas se faire des illusions sur le parlementarisme.

Mais si les élections ne "servent à rien", il faut alors se demander pourquoi L.O. participe régulièrement à toutes les consultations électorales importantes (ou moins importantes) - présidentielles, législatives, européennes, cantonales, municipales parfois - pourquoi elle y consacre à chaque fois tant d'énergie, de ressources militantes et financières ? Car si les élections ne changent rien pour les travailleurs, elles revêtent sans aucun doute une importance énorme dans les faits pour L.O.

A cette question L.O. répond en général qu'elle se présente aux élections pour que les travailleurs puissent exprimer leur mécontentement ou leur méfiance "envers les politiciens de droite ou de gauche". L'argument se veut parfois plus raffiné; ainsi dans les "textes d'orientations" pour son congrès, L.O. écrit : "les élections ne peuvent certainement pas changer le sort des classes exploitées quel qu'en soit le résultat. Mais si "nombre de travailleurs, même si ce n'est encore qu'une minorité bien sûr, votaient pour les révolutionnaires et leur programme, alors cela pourrait changer le moral de l'avant-garde d'abord, des travailleurs les plus combattifs, qui sont parfois aussi les plus démoralisés aujourd'hui, et à travers eux de toute la classe ouvrière" (1).

Votez pour nous, ça nous remontera le moral ! Plus sérieusement, on voit que L.O. s'imagine qu'un bon score des révolutionnaires aux élections pourrait de proche en proche changer l'état d'esprit et donc la combativité de la classe ouvrière. Pour des gens qui n'ont "pas d'illusions" sur les élections, c'est fort ! En fait les élections présentent un reflet déformé, retardé, des évolutions dans la société et dans le rapport entre les classes et non un simple enregistrement des poussées combattives ou, encore moins, le point de départ de celles-ci. Les élections de 1968, qui se situent après une gigantesque grève générale, sont marquées par une poussée à droite et l'effondrement des voix de gauche; les élections de 81, en pleine période de recul des luttes, voient la victoire de la gauche et une diminution accrue de la combativité : ce que l'électoratisme ne pourra jamais comprendre, même quand il s'agit d'un "électoratisme d'extrême-gauche", c'est que les élections et tout le mécanisme

de la démocratie parlementaire ont en eux-même une fonction contre-révolutionnaire de stabilité sociale qui s'oppose à la reprise et au développement de la lutte de classe.

A l'occasion de ces élections, L.O. veut se donner une image "radicale" et même intransigeante. Elle a refusé un accord avec la LCR parce que celle-ci cherche des alliances politiquement peu claires alors que les révolutionnaires doivent se vouloir "les représentants de la classe ouvrière et uniquement de la classe ouvrière"; elle reproche à la LCR ses illusions passées sur la victoire de la gauche en 81 et son désir d'unité avec d'autres forces politiques.

Mais L.O. "oublie" de rappeler qu'en 81, elle aussi, elle avait fait voter pour Mitterrand et pour la gauche et qu'à ce moment-là elle ne se voulait pas "le représentant uniquement de la classe ouvrière", mais qu'elle s'adressait au contraire "aux petites gens", "aux petits commerçants, artisans, paysans", voire aux PME (2); et si L.O. convient "que pendant longtemps elle a appelé à l'union dans un même parti : des courants allant des anarchistes aux bordiguistes", c'est dit-elle, parce qu'alors existaient des milliers de militants qui attendaient une alternative, à la différence d'aujourd'hui : peu importaient les différences et les oppositions programmatiques, il fallait profiter de l'occasion ...

C'est précisément le propre de l'opportunisme de modifier ses positions selon les circonstances jusqu'à se donner des airs intransigeants quand cela ne coûte rien.

Mais, nous allons constater que dans le feu de la chasse aux voix, l'intransigeance de L.O. fond comme neige au soleil.

Si on consulte la série des éditoriaux du journal, on constate que les arguments électoraux dépassent le simple "profitez des élections pour vous exprimer" : "les travailleurs et les travailleuses qui voudront dire dans quel sens ils veulent que les choses évoluent; qui voudront dire qu'ils veulent qu'elles évoluent à gauche, pourront voter (...) pour les candidatures de L.O. Un député d'extrême-gauche à la place d'un député de gauche, ça ne changera pas la majorité. Mais ça dirait dans quel sens les travailleurs veulent voir changer la politique du gouvernement" (3).

Ce qui apparaît ici c'est l'idée traditionnelle du réformisme qu'il est possible de faire pression - au Parlement ! - sur le gouvernement pour qu'il change de politique. Cela

s'accompagne des traditionnels appels du pied aux électeurs du PCF : "ce qui est vrai, par contre, c'est que si beaucoup de voix se portaient sur le PC, si le score du PC remontait, alors même que ça n'aurait aucune influence au parlement, cela aurait quand même une certaine répercussion dans l'opinion. "Oui, là, toute la presse de droite, de gauche (...) serait bien forcée de noter que le score du PC remonte (!); donc que les idées communistes ne sont pas des idées périmées (...). "Et cela contredirait tous ceux qui disent que le communisme est dépassé; que la lutte de classe est caduque. "Le dommage, c'est que la politique du PC est ambiguë (sic !). D'un côté, "bien sûr, depuis qu'il a quitté le gouvernement, le PC essaie dans la classe ouvrière de dire que les travailleurs n'obtiendront rien sans luttes, sans grèves (...). Mais si le PC ne disait que cela, que l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, nous serions les premiers à faire voter pour ses candidats" (4);

La suite de l'article explique que malheureusement les dirigeants du PC n'ont pas renoncé à l'alliance avec le PS et à l'union de la gauche, c'est pourquoi, il faut voter L.O.

En fait il n'y a pas de contradiction entre la politique prétendument plus radicale du PC actuellement et son comportement au gouvernement : dans les 2 cas, sa politique réformiste, nationaliste et bourgeoise a comme fondement la défense de l'ordre établi; mais aujourd'hui, grâce à son départ du gouvernement, il est plus libre de ses mouvements et il cherche à reconquérir une influence dans la classe que ses 2 ans et demie de gestion du capitalisme français lui ont fait perdre. Nous ne savons pas s'il réussira à tromper beaucoup de travailleurs, mais il est clair qu'il a déjà réussi à duper le rédacteur de L.O.

Pas du tout ! se récrieront les militants de L.O, nous ne nous faisons aucune illusion sur le PCF; c'est une tactique ... Et il est vrai, sur ce point comme sur les autres, il est difficile et sans grand intérêt de distinguer ce qui relève de la "simple" pêche aux voix par n'importe quel argument ou du suivisme vis-à-vis du réformisme.

Mais ce qu'il faut constater, c'est l'adaptation grandissante de L.O. au système politique bourgeois pour lequel d'élections en élections elle joue, consciemment ou non, un rôle de robotteur vers le cirque électoral des éléments en rupture avec les organisations réformistes traditionnelles. ●

- 1) Supplément à "Lutte de classe" n° 119.
- 2) Supplément à "Lutte de classe" n° 84, p. 2; p. 7 on lisait que "si les travailleurs à tort ou à raison, préfèrent Mitterrand, il faut faire l'expérience de Mitterrand", p. 15, qu'il faut plus de police, etc.
- 3) L.O. n° 923.
- 4) Ibid. Lors des élections cantonales de 1985, L.O. écrivait dans son n° 873 / "..." L.O. a présenté des candidats dans "un petit nombre de cantons, afin, "au moins dans ces cantons-là, d'offrir "aux travailleurs qui voudraient voter "pour la politique d'aujourd'hui du PC, "de voter pour les critiques sans compromis "de la politique du gouvernement". Le langage sans compromis de L.O. consiste à ne pas heurter les militants du PCF mais à leur démontrer qu'elle a toujours défendu la politique que suit le PCF actuellement ...

### BILAN DES SOUSCRIPTIONS POUR L'ANNEE 1985.

Pour aider la presse et l'activité révolutionnaire nous appelons en permanence les lecteurs et les sympathisants à contribuer financièrement à un soutien actif. Beaucoup de lecteurs ont répondu à cet appel et chacune de leur contribution a été pour nous un encouragement à poursuivre notre effort. On ne répétera jamais assez que toute foi militante se heurte toujours à mille difficultés matérielles et que l'action révolutionnaire - et surtout aujourd'hui pour nous la publication de notre presse - n'est pas gratuite dans la société capitaliste mercantile jusqu'au tréfonds d'elle-même.

De nombreux lecteurs ont aussi répondu à la souscription de solidarité avec les mineurs anglais. Leur acte de solidarité répondait ainsi à une exigence élémentaire de la lutte de classe : celle de briser l'isolement dans lequel la bourgeoisie et les larbins syndicaux maintiennent systématiquement les prolétaires en lutte. Grâce à la solidarité internationale les prolétaires comprennent que leur lutte dépasse largement le cadre étroit de leur usine ou de leur région et qu'elle est la lutte de tous les prolétaires.

Résultats de l'année 1985.

Souscription pour la presse: 4 780FF.  
Souscription de solidarité  
avec les mineurs anglais : 3 625FF.

# Le trotskisme en campagne : masque rouge et visage pâle

QU'EST-CE QUE LE CRETINISME PARLEMENTAIRE ?

Voyez les trotskystes ! Ils sont un cadeau de la nature qu'on croirait créé pour démontrer exactement ce dont il s'agit.

Chacun peut se convaincre en lisant la presse trotskyste depuis quelques années que la véritable extrême-gauche serait réaliste, ce qui ne l'empêcherait pas d'être révolutionnaire. En quoi consiste le réalisme trotskyste ?

1) Nous voulons la révolution mais les travailleurs font confiance à la gauche qui pourtant les trahit. C'est pourquoi nous avons apporté un soutien critique en mai 81 et après, pour ne pas se couper des masses. Par ailleurs, il ne fallait pas faire le jeu de la droite.

2) Maintenant que la gauche a montré ce qu'elle était capable de faire, nous pouvons mieux expliquer aux travailleurs qu'une véritable politique de gauche, c'est autre chose. En votant pour nous, ils pourront montrer qu'ils ne sont pas dupes de la gauche faillie tout en repoussant la droite.

3) Grâce à notre tactique, nous allons construire, petit à petit, un nouveau parti des travailleurs vraiment subversif, vraiment révolutionnaire, etc.

"Peut-on sérieusement croire, nous disait la LCR, que Rocard ou Mitterrand pourraient tranquillement mener la même politique que Barre si l'un ou l'autre était élu" (Rouge n° 941). L'espérance trotskyste du 10 mai s'est évanouie pour laisser la place à l'indignation du mois de mars 86. Peut-on sérieusement faire confiance à la "troisième composante de la majorité du 10 mai" (déclaration de Krivine dans "Le Monde" du 21 mai 1981), qui affirme aujourd'hui avec aplomb : "de tout temps, l'argument du vote utile a été l'arme de prédilection des électoralistes" ? Soit, mais alors, comment appeler le désistement automatique et sans condition en faveur du candidat ouvrier le mieux placé, il y a cinq ans ? Il y a utilité et utilité, nous dirait-on. La nouveauté vient du fait que l'Union de la gauche ne fait plus recette. Et elle fait d'autant moins recette dans l'extrême-gauche que la modification du scrutin électoral en instaurant la proportionnelle départementale à un tour ne laisse guère le choix. Ou on vote utile; ou on vote "révolutionnaire"... c'est-à-dire utile. Oui, mais utile à quoi, nous disent les trotskystes ?

Même si les élections et le parlement ne peuvent pas changer la vie, comme le regrette LO, la mythologie trotskyste croit cependant qu'elles peuvent changer les rapports de force au sein du mouvement ouvrier en agissant sur les consciences. Par le bulletin et par la lutte, telle est la devise du trotskisme. Le

LE CRETINISME TROTSKYSTE TEL QU'IL EST.

Le crétinisme parlementaire du trotskisme ne vient pas de son adhésion au cirque électoral qu'il présente d'ailleurs, comme du parlementarisme révolutionnaire, mais de la croyance que les élections peuvent encore exprimer, de manière déformée, une opposition de classe au capitalisme. C'est la raison pour laquelle il s'acharne à faire oeuvre de pédagogie vis-à-vis des "électeurs conscients", et c'est encore LO qui remporte la palme, pour leur démontrer, preuves à l'appui : cinq ans de gouvernement de gauche, que le vote utile c'est le vote "révolutionnaire". Ceci dans l'espoir que tous "les nouveaux partis des travailleurs" (il y en a au moins 4 ou 5 en course) qui se construisent depuis 81, vont recueillir les fruits de leur opposition verbale à l'opportunisme, classique. Mais l'électeur modèle, qui sert d'interlocuteur à LO pour délivrer le message trotskyste, n'est que le reflet de sa propre conscience opportuniste essayant de se convaincre de son utilité. Tout passe par la conscience. La lutte des classes n'est plus qu'une abstraction, mieux une projection de la lutte qui se livre entre l'idée opportuniste et l'idée révolutionnaire "d'aller vers le socialisme à la française".

Le "Voyez Rouge" de la LCR symbolise à merveille, par un slogan vide de sens, excepté pour les initiés, une phraséologie opportuniste à laquelle restent accrochés quelques lambeaux révolutionnaires d'un autre âge.

Le baratin alternatif trotskyste, qu'on pourrait résumer de la façon suivante : je vote moi non plus, qui prêche la participation aux élections tout en crachant dans la soupe parlementaire parce qu'elle ne nourrit pas son député trotskyste, et qui lui permet de tenir un double langage suivant les circonstances, est le fruit de l'adhésion trotskyste à l'idéologie démocratique, sous sa version ouvrière. Sa force d'attraction est si puissante que nos ex-

nombre et la répartition des bulletins indiquent le degré de conscience des travailleurs; la lutte, c'est l'expérience qui augmente la conscience et donc augmente le nombre de "bulletins révolutionnaires". C'est simple, il suffisait d'y penser et d'être patient ! Telle est en l'état la dernière version, très amollie, de la tactique dite du débordement qui, en se patinant au fil des ans ressemble, à s'y méprendre à la politique actuelle du PCF; PCF qui prend, lui aussi, des poses radicales et appelle les travailleurs à voter "communiste" pour mieux lutter contre la politique droitière de son ex-partenaire, le PS; cette politique qu'il a soutenu à fond le caisson jusqu'en 84.

Rappelons rapidement que la tactique du débordement n'est que la traduction pratique de la théorie trotskyste de la crise permanente du capitalisme doublée d'une crise de direction révolutionnaire. Il faut et il suffit donc que les chefs révolutionnaires soient élus démocratiquement par les travailleurs à la place des chefs réformistes. Ceci est particulièrement vif chez LO qui dénonce à tout bout de champ les cliques et politiciens pourris, les magouilles électorales, les directions des appareils, Marchais et Mitterrand, etc.

Sur la scène du théâtre trotskyste, à gauche il y a trois personnages centraux : le chef pourri, le travailleur trompé et ... Arlette, la bonne fée révolutionnaire qui essaie de le détourner des tentations réformistes.

A prendre cette fable au sérieux, certains ex-gauchistes (Glucksman et Cie) ont fini par en conclure que les travailleurs sont aussi pourris que ceux qu'ils ont choisis pour les représenter.

Les derniers carrés du trotskisme soixantuitard ne l'entendent pas de cette oreille, ils auraient su résister aux chants des sirènes de la bourgeoisie même s'ils sifflaient l'air des "droits de l'homme" en serrant les fesses; ce qui, avouons-le, limite considérablement la possibilité de prendre des poses extrémistes.

De "l'élection piège à con" au "vote utile révolutionnaire" d'aujourd'hui, il ne faut pas s'y tromper, c'est une seule et même politique d'appui au réformisme bien que ses débuts avaient des dehors beaucoup plus sympathiques que les fruits pourris qu'on nous sert maintenant comme le nec plus ultra de la politique révolutionnaire, rouge, extrémiste, subversive, etc., une politique qui s'arrête aux frontières idéologiques et apparentes du débat électoral et politique, et ignore en même temps la réalité économique et sociale qui les sous-tend.

gauchistes protestent en chœur contre le fait que les sacrifices soient imposés aux seuls travailleurs alors que la Bourse se gonfle et que ça spéculé aux quatre coins de la planète (ce qui pour LO est la cause de la crise, autant crier : A bas la spéculation ! Vive le capital !).

"Votez rouge" serait donc la solution pour "refuser une politique privilégiant le profit au détriment de l'emploi, des salaires et du droit au travail" (Rouge n° 192).

Ces quelques mots ont une importance beaucoup plus grande que toutes les affirmations contradictoires et complémentaires des courants trotskystes sur la nature du PCF, du PS, de leur rôle et de leur fonction dans le mouvement ouvrier, propres aux élucubrations trotskystes et destinées à s'écrouler sous le choc de la reprise de la lutte des classes.

Ce cri du coeur contre l'injustice faite aux ouvriers d'être les seuls à payer, alors que "c'est la faute aux riches si nous en sommes là" (LO reste la meilleure dans le style !) montre à quel stade d'opportunisme et d'aplatissement est parvenue l'école trotskyste.

Ceci indique non seulement que les sectes trotskystes ont déserté le terrain de la lutte des classes mais encore cela découvre la fonction réelle du cirque électoral : celui de déterminer quelle sera la part de plus-value attribuée à chacune des composantes de la bourgeoisie. Cette attribution se faisant, naturellement, au prorata des mérites particuliers de chacune des forces politiques et sociales présentes sur le terrain. Salaire et profit s'opposent irréductiblement, contrairement à la gauche et à la droite; et si le profit prospère au détriment du salaire, c'est que le gouvernement de gauche est un gouvernement au service de la bourgeoisie. Rien de bien nouveau nous diront les trotskystes, ceci nous le savions déjà depuis longtemps. Certes ! mais cette

vérité n'a aucune valeur pratique pour le mouvement trotskyste; car, pour lui, tout est dans la tactique, et la tactique, c'est la méthode Coué : la preuve par la répétition. Répétition de l'expérience, répétition du discours. Il suffit de citer l'exemple délinquant du PCI-MPTT pour qui le 10 mai 81 avait précipité la France dans une situation révolutionnaire pour comprendre que ce n'est pas l'analyse matérialiste des faits qui gouverne la politique trotskyste mais que c'est une rhétorique qui invente des situations pour mieux justifier sa propre capitulation devant l'ordre établi. Sous les feux de la crise, l'idéologie trotskyste perd de son clinquant. Le mythe du travailleur trompé qui prend conscience de la duplicité de ses dirigeants lorsque ceux-ci sont au pouvoir, s'effrite; du même coup la pédagogie électoraliste du trotskisme s'étiole, elle aussi. Mais on peut toujours comme la LCR, pour expliquer la politique du gouvernement de gauche, dire que si : "le souvenir du Front Populaire de 1936 a souvent été évoqué après la victoire de l'Union de la Gauche en 1981 ... le rappel d'une expérience moins ancienne de victoire de la gauche aurait pu rendre plus prudent : celle du Front républicain de 1956" (Rouge n° 1192). Si l'Histoire n'existait pas, il faudrait l'inventer. Tout passe par la conscience et par l'interprétation des besoins de cette conscience.

Pour nous, la "confiance" des travailleurs vis-à-vis de la gauche n'a rien à voir avec le mythe de 36 rectifié 56 comme le ressassent les idéologues de "Rouge" derrière le PCF et autres intellectuels au service de la bourgeoisie, mais, est directement reliée aux miettes accordées pendant la dernière période d'expansion du capital qui ont garanti jusqu'à maintenant la paix sociale et une certaine sécurité pour la majorité de la population. Il faudra bien autre chose qu'une lutte d'idées sous formes de joutes électorales pour briser le Front anti-prolétarien dont le gouvernement de gauche n'a été depuis 81 que la forme politique.

Les enjeux électoraux actuels, s'ils ont bien un rapport avec la lutte des classes, se situent à un niveau qu'il convient d'apprécier pour ne pas prendre "des vessies pour des lanternes". L'attachement de la classe ouvrière au char opportuniste et par là, à celui de "l'économie nationale (partageons les sacrifices ! n'est-ce-pas ?) signifie qu'une fraction encore importante du prolétariat reste prisonnière de la défense chauvine et réactionnaire des intérêts acquis (les fameux acquis sociaux dont la gauche est si fière et qu'elle brade dans le même temps) au lieu de prendre vigoureusement la tête de la lutte des classes pour imposer dans l'immédiat au capital et à son Etat une politique de défense des intérêts immédiats (alors que LO défend "l'intérêt public") comme la réduction du temps de travail, le SMIC pour les chômeurs, les soins gratuits, etc. en se préparant par là même à affronter l'Etat bourgeois non pas dans le cadre de la démocratie représentative qui a perdu tout contenu politique positif depuis belle lurette, mais au moyen de l'insurrection pour instaurer sa propre dictature.

Mais coincé entre le PCF et le PS qui restent encore les plus sûrs garants de la paix sociale, le mouvement trotskyste n'a guère le choix que de continuer à faire la claque à la gauche en attendant le retour au bercail : l'intégration dans les deux branches de la social-démocratie française sur la poussée d'événements qui se préparent dès aujourd'hui. Quant à ceux qui refuseront cette logique, il leur restera l'involution sectaire et groupusculaire, vestige attardé de la démocratie prolétarienne et en réserve de la République pour des temps plus durs.

La véritable lutte des classes, et donc une politique révolutionnaire et communiste, se situe à l'opposé de cet arc-en-ciel démocratique. Elle prend acte du fait que le parlementarisme n'est plus qu'une façade, que les médias essaient d'ailleurs de rendre attrayante dans le sillage de l'"American way of life", derrière laquelle se cache la dictature du capital.

Il n'existe en France, depuis 1871 et la période qui s'en est suivie plus aucune possibilité d'agir positivement pour "aménager" la démocratie bourgeoise dans un sens favorable au prolétariat, comme l'a effectivement soutenu le marxisme quand la lutte violente contre le vieil ordre des choses, dans le cadre de la démocratie politique, pouvait servir à renforcer politiquement et socialement la classe ouvrière et son parti.

A l'époque de la domination réelle du capital (1) qui s'étend à tous les domaines de la vie économique, sociale, culturelle, politique, etc. ce qu'on pourrait appeler la démocratie nationale-socialiste, la politique électoraliste n'exprime plus rien d'autre que la collaboration des classes et se fait le relais sur le plan national du syndicalisme tricolore. Pas étonnant que Chirac souhaite des syndicats forts ... et apolitiques. La politique communiste et révolutionnaire se doit non seulement de dénoncer les mascarades électorales, ce qui relève de l'agitation, mais surtout chercher à regrouper toutes les énergies de lutte pour faire céder le verrou collaborationniste libérant ainsi la violence ouvrière contre l'exploitation capitaliste. C'est à cette tâche que nous invitons tous les militants révolutionnaires et combattifs qui veulent défendre les intérêts de leur classe et soutenir du même coup les masses exploitées, opprimées par l'impérialisme.

LE TROTSKYSTE A-T-IL UN AVENIR ?

Le trotskisme, comme toutes les écoles qui ont enrichi le marxisme, c'est-à-dire qui ont ingurgité l'idéologie démocratique bourgeoise, véhicule des illusions d'un autre âge. C'est d'ailleurs, par un juste retour des choses que les "novateurs" d'hier sont placés au rang des "rétrogrades" d'aujourd'hui par divers courants bourgeois pressés d'aller de l'avant.

La lutte entre les "archaïques" et les "modernistes" est une lutte entre le fond et la forme. A considérer la démocratie - qui, rappelons-le pour le marxisme, est la forme politique la plus adaptée à l'exploitation du prolétariat - comme une forme politique en soi, déliée de son contenu économique et social réel, le trotskisme comme bien d'autres avant lui, se greffera de plus en plus sur le tronc commun des défenseurs de l'ordre bourgeois. Dans l'avenir, le trotskisme ne peut que s'intégrer dans le jeu politique bourgeois en tentant de créer "un parti des travailleurs" d'un type nouveau, style "démocratie prolétarienne" en Italie; ce qui explique la concurrence que se livrent les divers groupes et qui les a empêchés jusqu'à présent de se regrouper pour les législatives de mars prochain. Selon "Rouge" un réel courant pousse à l'unité parmi les travailleurs. Si vous traduisez "travailleurs" par centristes il est alors simple de comprendre que l'Etat bourgeois pousse à l'unification du mouvement trotskyste par la simple modification de la loi électorale. Voilà un renversement de situation inattendu pour les adeptes du débordement!

1) Les courants trotskystes, suivant en cela l'école anti-fasciste, ne se posent absolument pas la question de savoir concrètement ce qu'est devenu la démocratie au travers de l'expérience fasciste. Ils continuent de rabâcher les vieilleries politiques de l'époque libérale d'avant la guerre de 14-18 en les enrobant de phrases marxistes tirées hors de leur contexte.

Notre brochure sur la question parlementaire explique qu'elle fut la polémique qui naquit à ce sujet et la position de la Gauche italienne - dont est issu notre courant - vis-à-vis des thèses de l'IC et de la position des gauches allemandes et hollandaises.

## le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

LA QUESTION PARLEMENTAIRE  
DANS

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transition révolutionnaire de celle-ci à celle-là. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat.

MARX

Le communisme se refuse à voir dans le parlementarisme une des formes de la société future; il se refuse à y voir la forme de la dictature de classe du prolétariat; il nie la possibilité de la conquête durable des Parlements; il se donne pour but l'abolition du Parlement.

THESES DE L'INTERNATIONALE

Alors que l'appareil exécutif, militaire et politique de l'Etat bourgeois organise l'action directe contre la révolution prolétarienne, la démocratie représentative pour lui un moyen de défense indirecte en répandant dans les masses l'illusion qu'elles peuvent réaliser leur émancipation par un processus pacifique.

THESES ABSTENTIONNISTES

5F.

# LES TERMES DE LA REVENDICATION SOCIALISTE

Le texte que nous publions ci-dessous est extrait de notre travail de parti, *Propriété et Capital*, écrit par Amadéo Bordiga après la guerre, et publié dans notre organe d'alors, *Prometeo*, de 1948 à 1950. Face au problème de la nature de l'URSS et devant la confusion régnant y compris parmi les forces qui voulaient rester fidèles à la révolution communiste, il se fixe la tâche de repréciser les positions fondamentales du marxisme sur ce qu'est le capital et, en conséquence, sur les buts du communisme. En particulier il montre, en pleine concordance avec ce qui avait déjà été établi longtemps auparavant par les fondateurs du socialisme scientifique, qu'une simple modification des formes juridiques de la propriété des moyens de production - les nationalisations - ne suffit absolument pas à caractériser le socialisme. Il établit, au contraire que la lutte de la classe des salariés contre la bourgeoisie capitaliste a pour objectif, en conservant la division technique du travail et la concentration des forces productives auxquelles est arrivé le capitalisme, d'abolir, en même temps que l'appropriation patronale des produits et la propriété privée des moyens de production et d'échange, le système de production par entreprises et le système de distribution mercantile et monétaire, parce que ce n'est que par la suppression de ces formes que peut disparaître le système d'exploitation et d'oppression que constitue le salariat.

Presque 40 ans après que ce texte ait été écrit au moment où l'entreprise bourgeoise d'abrutissement des cervelles prolétariennes voudrait faire croire que l'entreprise est éternelle et que la seule question est de savoir si elle doit être privée ou nationalisée, il ne nous semble pas inutile de revenir sur les termes véritables de la revendication socialiste (1).

Avant d'entrer dans cette analyse concernant les institutions juridiques de la propriété qui jalonnent l'histoire de l'économie capitaliste, il est nécessaire de rappeler quels ont toujours été les termes véritables de la grande revendication socialiste.

Historiquement, celle-ci consiste dans le mouvement qui depuis sa naissance attaque les fondements sociaux du régime et du système capitaliste. Nous laissons ici de côté le communisme des biens auquel la littérature et la philosophie ont fait allusion dans les régimes pré-bourgeois et dès l'antiquité et qui se rattachait lui aussi à des événements particuliers de la lutte de classe.

Ce mouvement de critique et de lutte et sa cristallisation dans une forme complète ne sont pas séparables de son intervention dans les luttes sociales de la classe ouvrière salariée et de son organisation en parti de classe international faisant sienne la doctrine du *Manifeste des Communistes* de Marx.

La revendication socialiste a été énoncée des millions de fois dans les pages d'oeuvres théoriques ou dans les modestes paroles de discours ou de petits journaux de propagande. Mais elle ne peut être vivante et réelle si on ne lui applique pas la méthode dialectique du marxisme, à la fois dans son évidence, sa simplicité et sa puissance profonde.

Le cri de protestation contre les injustices, les inégalités, les infamies dont le régime capitaliste est pétri ne suffit pas à établir ce qu'est la revendication socialiste du prolétariat. C'est dans ce sens que furent insuffisantes les innombrables positions pseudo-socialistes ou semi-socialistes de philanthropes humanitaires, d'utopistes, de libertaires, tous apôtres plus ou moins excités d'éthiques et de mystiques sociales nouvelles.

Le cri du prolétariat et du marxisme devant le régime bourgeois n'est pas un "Vade retro Satanus". Il est en même temps une bienvenue et, à une certaine époque historique, une offre d'alliance, puis une déclaration de guerre, puis une menace de destruction.

Position incompréhensible pour tous ceux qui fondent l'explication de l'histoire et des luttes qu'elle a connues sur des croyances religieuses et des systèmes moraux ou en général sur des méthodes non-scientifiques et inconsciemment métaphysiques, et qui cherchent dans chaque événement et à chaque stade de l'histoire de la société humaine comment jouaient certains critères fixes, dûment affublés de majuscules, comme le Bien, le Mal, la Justice, la Violence, la Liberté, l'Autorité...

Parmi les caractéristiques d'organisation sociale que le capitalisme a réalisées à son avènement, il en est que non seulement le socialisme accepte, mais sans lesquelles il ne pourrait même pas exister, tandis que d'autres sont des formes et des structures qu'il se propose d'anéantir.

On définira donc des revendications en se rapportant aux différents points qui, comme nous l'avons vu, récapitulent les éléments typiques, les caractères distinctifs du capitalisme au moment de sa victoire. Celle-ci représente une révolution et la première condition historique générale du régime pour lequel les socialistes lutteront. La prise de position anti-capitaliste presque immédiate n'a pas, bien que radicale et crue, le caractère d'une apologie et d'une restauration des conditions et formes pré-capitalistes.

Il y a plus d'un siècle que notre école réitère ses efforts dans la lutte pour le même but. Mais il faut rétablir clairement aujourd'hui toutes ces positions, car à chaque pas de la lutte de classe se produisent de dangereuses déviations qui donnent naissance à des mouvements et des doctrines falsifiant des positions essentielles du socialisme révolutionnaire.

Dans le chapitre précédent nous avons tout d'abord rappelé les caractères technico-organisés bien connus de la production capitaliste en antithèse à ceux de l'économie artisanale et féodale. La collaboration de nombreux ouvriers à la production d'un même type d'objet, la division ultérieure du travail, la répartition des travailleurs dans des phases diverses et successives de la fabrication d'un même objet, l'introduction de toutes les ressources de la science appliquée - machines motrices et machines-outils - dans la technique productive : tels sont les apports de l'époque capitaliste auxquels nous ne nous proposons certes pas de renoncer et qui sont au contraire les bases de la nouvelle organisation sociale.

Le fait que les procédés techniques ont été débarrassés du mystère, du secret et des exclusivités corporatives est un autre acquis important car, pour le déterminisme ces derniers rendaient le développement difficile de la science, entravée par la sorcellerie, la religion, les fausses croyances.

Le fait que la bourgeoisie n'a amené ces réalisations que par des méthodes barbares et en précipitant les masses productrices dans la misère et l'esclavage du salariat reste toujours un point fondamental pour nous. Mais cela ne signifie certainement pas que nous nous proposons pour autant de retourner à la libre production de l'artisan autonome.

Spoliés de toute possession, lui et le petit agriculteur furent réduits à l'état de salariés, appauvris tandis que leurs résistances étaient étouffées par la violence. Mais ces nouveaux critères d'organisation de l'effort productif permettraient d'en augmenter le résultat et le rendement dans le sens social.

Malgré les prélèvements effectués par le patron industriel, les masses furent mises en condition, à l'échelle générale, de satisfaire des besoins nouveaux et plus variés avec le même temps de travail. Avant même de considérer les énormes avantages de la division du travail et du machinisme pour le rendement productif, nous retenons comme acquis définitif, et sur lequel il ne peut être question de revenir, la simple économie de frais de transports, d'opérations commerciales et de gestion à laquelle conduisit la manufacture par rapport aux simples boutiques de l'artisan.

Chaque artisan était son propre caissier, placier, comptable et commis; cela représentait un énorme gaspillage de temps de travail, tandis que, dans la grande usine un seul employé par cent ouvriers rend les mêmes services. Toute proposition tendant à un nouvel émiettement des forces productives concentrées par le capital est réactionnaire aux yeux des socialistes. Quand nous parlons de forces productives, nous n'entendons pas seulement par là les hommes attachés au travail, dont nous venons de parler, mais naturellement aussi la masse des matières ouvrables ou ouvragées, des instruments de travail et toutes les installations modernes complexes qui sont nécessaires à la production en masse et en série.

Nous relèverons - et cela ne doit pas sembler une digression - qu'en acceptant la concentration progressive des installations et des lieux de travail, en opposition à une économie de petites entreprises, la revendication socialiste n'accepte pas pour autant cette conséquence du système capitaliste qui consiste dans l'industrialisation accélérée de certaines zones, et dans l'abandon d'autres zones dans des conditions arriérées, que ce soit le rapport de pays à pays ou celui de la ville à la campagne. Tant que le régime bourgeois n'a pas épuisé sa phase de spoliation et de réduction des anciens producteurs à l'état de salariés ne possédant rien, ce rapport subsiste historiquement. Le socialisme ne peut pas se pas s'appuyer sur la fonction révolutionnaire dirigeante des ouvriers urbanisés par le capitalisme en masses importantes, mais il tend à une diffusion dans tous les territoires des ressources techniques et de la vitesse de manifestation de la vie moderne. C'est ce que le Manifeste énonçait déjà dans le point 9 de son programme immédiat "mesures pour supprimer progressivement les différences entre ville et campagne" et cela n'entre pas en opposition avec toutes les autres mesures d'organisation de caractère nettement centraliste. Le même critère guide la prise de position socialiste à propos des rapports entre métropole et colonies. On soustraira ces dernières à l'exploitation de la première, sans oublier que seul le capitalisme et son développement ont pu accélérer de siècles entiers ce résultat, bien que ses méthodes de conquête dans ce domaine, aient dépassé toutes les limites de la barbarie.

Héritant donc de la révolution capitaliste l'énorme développement des forces de production, les socialistes se proposent de révolutionner l'édifice correspondant des formes et des rapports de production qui se reflète dans les institutions juridiques et ceci après avoir accepté que le "Quart-Etat", les prolétaires, s'allient à la bourgeoisie en lutte pour briser les formes et les institutions du régime précédent, pour établir et consolider les siennes propres et les étendre aussi bien au monde avancé qu'arriéré. Mais dans quel sens notre revendication historique implique-t-elle la destruction et le dépassement de ces formes ?

La révolution capitaliste dans la production a séparé violemment les travailleurs de leurs produits, de leurs instruments de travail et de tous leurs moyens de production, en ce sens qu'elle a supprimé leur droit d'en disposer directement et personnellement. Si le socialisme condamne cette spoliation, ce n'est pas pour restituer à chaque artisan ni les outils ni le produit qu'il a fabriqué avec eux, pour qu'il aille sur le marché l'échanger contre des moyens de subsistance. En un certain sens, la séparation brutalement effectuée par le capitalisme est historiquement définitive. Mais dans notre perspective dialectique, cette séparation sera dépassée sur un plan supérieur et plus vaste. L'artisan libre et autonome disposait individuellement des outils et des produits, puis ils sont passés à la disposition du patron capitaliste. Ils devront revenir à la disposition de la classe des producteurs. Ce sera une disposition sociale et non plus individuelle, ni même corporative : ce ne sera plus une forme de propriété, mais d'organisation technique générale et si nous voulions, en anticipant sur l'évolution, préciser dès maintenant la formule, nous devrions parler d'une disposition de la part de la société et non d'une classe, puisque cette organisation tend à un type de société sans classes.

De toutes façons, sans pour l'instant parler de disposition et de "propriété" de l'individu sur l'objet qu'il a pour consommer, nous ne pouvons inclure dans la revendication socialiste l'arbitraire personnel du travailleur sur l'objet qu'il a fabriqué.

Si l'ouvrier d'une usine de chaussures, en régime bourgeois, emporte une paire de chaussures, il n'évitera pas la prison en démontrant qu'elles correspondaient bien à sa peinture et encore moins s'il entendait au contraire les vendre pour avoir, disons du pain. Le socialisme ne consistera pas à permettre à l'ouvrier de sortir de l'usine avec une paire de chaussures en bandoulière, et ceci, non parce qu'elles auraient été volées au patron, mais parce que cela représenterait un système ridiculement lent et lourd de distribution des chaussures à tous. Avant de voir dedans

un problème de droit ou de morale, nous y voyons un problème technique concret : il suffira pour s'en convaincre de penser aux ouvriers d'une fabrique de roues, de chemins de fer ou, pour illustrer de façon encore plus évidente la révolution à laquelle conduisent les transformations de la technique ou de la vie, à ceux d'une centrale électrique ou d'une station de radio-transmission, qui n'ont aucune raison d'être perquisitionnés à la sortie.

Or la question du droit de propriété sur le produit fini ou semi-fini revient en réalité au problème crucial et beaucoup plus important de la propriété des instruments de production qu'il s'agisse d'usines, d'ateliers ou d'installations de n'importe quelle nature.

La vraie caractéristique du capitalisme est l'attribution à un patron privé des produits et donc de la possibilité de les vendre sur le marché. En général, au début de l'époque bourgeoise, cette attribution dérive de celle de l'usine, de la fabrique de l'établissement à un particulier qui en est le titulaire, le capitaliste industriel, attribution juridique analogue à celle de la propriété du sol ou des immeubles à un individu.

Mais cette propriété individuelle est un fait statique, formel, c'est le paravent du vieux rapport que nous connaissons, qui, lui, est dynamique et dialectique et qui consiste dans le mouvement de la production, dans l'enchaînement incessant des cycles économiques.

C'est pourquoi la revendication socialiste propose de supprimer l'attribution des produits du travail collectif à un propriétaire unique, chef de l'entreprise et libre de les vendre à son gré, tandis qu'elle ne pouvait qu'accepter la substitution du travail associé au travail individuel. Ce postulat relatif à toute la dynamique industrielle s'exprime logiquement comme une abolition du libre droit privé de l'industriel sur l'installation productive.

Cette formulation est pourtant incomplète, même sur le plan auquel nous nous limitons dans ce paragraphe, c'est-à-dire sur le plan du contenu négatif et destructeur de la position économique du socialisme, puisque nous ne traitons pas encore de son type d'organisation productive et distributive et du chemin à parcourir pour y arriver dans le domaine des mesures économiques et de lutte politique.

La formulation est incomplète parce que tout en précisant que nous sommes pour le dépassement de l'attribution de tous les produits manufacturés dans une usine à un particulier, patron des uns et de l'autre, elle ne dit pas ce que nous voulons que deviennent les autres formes, propres à l'économie capitaliste.

En fait, l'économie capitaliste ne fut possible que dans la mesure où la séparation des travailleurs et des moyens de production trouva un système de distribution mercantile déjà constitué et permettant au capitaliste de se rendre sur le marché et de créer le système du salaire en donnant aux ouvriers une partie des sommes encaissées, afin qu'ils puissent se procurer sur ce même marché les moyens de leur subsistance. L'artisan abordait le marché comme vendeur, le salarié ne l'aborde que comme acheteur et avec des moyens limités par la loi de la plus-value.

La revendication socialiste classique consiste dans l'abolition du salariat. Seule l'abolition du salariat implique celle du capitalisme. Mais ne pouvant abolir le salariat, dans le sens où l'on rendrait au travailleur la physiologie absurde et rétrograde de vendeur de son produit, le socialisme revendique dès sa formation l'abolition de l'économie de marché.

Le cadre mercantile de la distribution a précédé, comme nous l'avons déjà rappelé, le capitalisme et il a englobé toutes les économies précédentes, en remontant jusqu'à celle où l'on trafiquait des hommes eux-mêmes (esclavage).

Economie mercantile moderne veut dire économie monétaire; donc la revendication socialiste anti-mercantile comporte également l'abolition de la monnaie comme moyen d'échange et comme moyen pratique de formation des capitaux.

Dans une ambiance de distribution mercantile et monétaire, le capitalisme tend inévitablement à ressur-

# LES TERMES

( Suite de la page 9 )

gir. Si ceci n'était pas vrai, il faudrait déchirer toutes les pages du Capital de Marx.

Tous les textes du marxisme et en particulier les polémiques de Marx contre Proudhon et contre toutes les formes de socialisme petit-bourgeois, se prononcent contre le mercantilisme. C'est un mérite du programme communiste rédigé par Boukharine, malgré la prolixité de son texte, d'avoir remis pleinement en lumière ce point essentiel.

Mais à la fin du paragraphe précédent nous avons établi un troisième point qui distingue le capitalisme des régimes qu'il a vaincu : l'attribution du produit du travail des ouvriers d'une forte fraction représentant le profit patronal, et surtout la destination d'une partie importante de celle-ci à l'accumulation d'un capital nouveau.

Il est évident que si le socialisme veut retirer au patron bourgeois le droit de disposer du produit, il lui retire aussi son droit de propriété sur l'usine et enfin la disponibilité de la plus-value et du profit. Il y a plus d'un siècle qu'il a proclamé que l'on pouvait abolir le salariat, ce qui signifiait dépasser l'économie de marché connue jusqu'alors. Or en détruisant le marché sur lequel se présentait timidement le petit artisan du moyen-âge et où les produits du travail associé moderne arrivent avec le caractère capitaliste de marchandises, il est bien clair que l'on détruit aussi le marché des instruments de production et des capitaux, et donc l'accumulation du capital.

Mais tout ceci ne suffit pas encore.

Nous avons déjà dit que le processus d'accumulation a un aspect social. Nous avons rappelé que dans la propagande sentimentale - et qui de nous, socialistes, n'en a pas abusé ? - nous

mettions en avant l'injustice que représentait, face à une justice abstraite de distribution, les prélèvements faits par le capitaliste sur la plus-value en vue de sa consommation ou de celle de sa famille et qui lui permettaient un tout autre niveau de vie que celui des ouvriers. Abolition du profit, nous écrivions nous donc, et c'était parfaitement juste. Aussi juste qu'insuffisant. Depuis cent ans, les économistes bourgeois nous refont un calcul d'où il ressort que le revenu national entier d'un pays donné, divisé par le nombre de citoyens ne donnerait à chacun, qu'un niveau de vie à peine supérieur à celui de l'humble ouvrier. Le calcul est exact, mais sa réfutation est aussi vieille que le socialisme lui-même, quand bien même on ne trouvera aucun économiste bourgeois qui soit capable de la comprendre.

Les diverses sommes que le capitaliste met de côté avant de prélever le dernier bénéfice qui servira à ses plaisirs ont dans une certaine mesure un but rationnel et social.

Mais dans une économie collective, on devra mettre de côté des produits et des instruments en proportions suffisantes pour permettre le maintien et la progression de toute l'organisation.

Dans un certain sens, on aura une accumulation sociale.

Disons-nous, nous socialistes, que nous voulons substituer, l'accumulation sociale à l'accumulation privée ?

Nous n'y sommes pas encore. Si la consommation d'une partie de la plus-value par le capitaliste est un fait privé, dont nous réclamons l'abolition, mais qui a quantitativement peu de poids, l'accumulation, même capitaliste, est au contraire un fait déjà social, un facteur tendanciellement utile à tous sur le plan social.

Les vieilles économies qui se contentaient de thésauriser sont

restées immobiles pour des milliers d'années, tandis qu'avec l'accumulation, l'économie capitaliste a centuplé les forces de production en quelques dizaines d'années, travaillant ainsi pour notre révolution.

Mais l'anarchie que Marx impute au régime capitaliste réside dans le fait que le capitaliste accumule par entreprise, par usine, et que celles-ci agissent et vivent dans une ambiance mercantile.

Ce système (et nous examinerons mieux par la suite cette thèse économique-technique épineuse mais fondamentale) ne s'organise pas autrement qu'en fonction du profit maximum de l'entreprise, qui n'est souvent réalisé qu'en soustrayant les leurs à d'autres usines. Au départ, et ici les économistes classiques de l'école bourgeoise avaient raison, la supériorité de la grande entreprise sur la super-anarchie de la petite production amenait un rendement tellement supérieur que, outre le profit du capitaliste et un large prélèvement affecté à de nouvelles installations et de nouveaux progrès, l'ouvrier de l'industrie évoluée pouvait mettre sur la table des plats ignorés du petit artisan.

Mais chaque entreprise voulant atteindre un profit maximum, enfermée chacune dans sa comptabilité de dépenses et recettes, les problèmes du rendement général du travail humain furent, au cours du développement, mal résolus, ou même résolus à l'envers.

Le système capitaliste empêche de poser le problème qui consiste à élever au maximum non le profit, mais le produit à égalité d'effort et de temps de travail, afin qu'une fois prélevée la fraction nécessaire à l'accumulation sociale, on puisse augmenter la consommation et réduire le travail, l'effort, l'obligation du travail. Préoccupé uniquement de vendre à haut prix le produit de l'usine et de payer le moins cher possible les produits des autres, le système capitaliste ne peut arriver à une adaptation de la production à la consommation et subit des crises

successives.

Donc la revendication socialiste se propose d'abattre non seulement le droit et l'économie de la propriété privée, mais en même temps l'économie de marché et d'entreprise.

C'est seulement lorsqu'on tendra à dépasser les trois formes de l'économie actuelle : propriété privée des produits, marché monétaire, et organisation de la production par usines que l'on pourra dire que l'on va vers l'organisation socialiste.

Il s'agit maintenant de voir comment la revendication socialiste tombe quand on en supprime un seul terme. Le critère de l'économie privée individuelle et personnelle peut être largement dépassé même en plein capitalisme. Nous combattons le capitalisme comme classe et pas seulement les capitalistes comme individus. Il y a capitalisme chaque fois que les produits sont portés sur le marché ou en tous cas "comptabilisés" à l'actif de l'entreprise, considérée comme flot économique distinct même très étendu, tandis que la rétribution du travail est portée à son passif.

L'économie bourgeoise est une économie en partie double.

L'individu bourgeois n'est pas un homme, mais une maison de commerce. Nous voulons détruire toutes les maisons de commerce. Nous voulons supprimer l'économie en partie double pour fonder une économie en partie simple, que l'histoire connaissait déjà à l'époque où le troglodyte sortait pour cueillir autant de noix de coco qu'il y avait de compagnons dans la caverne, avec ses mains pour seul instrument.

Tout ceci, nous le savions déjà en 1848, ce qui ne nous empêche pas de le répéter avec une ardeur juvénile. (Prometeo Anno II, n°11, chap. 11, nov.-déc. 1948).

1) Le texte complet est disponible en italien aux éditions Iskra, un extrait en français est disponible dans notre brochure "socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois"; 5FF.

## AIDE ALIMENTAIRE: UNE ARME AUX MAINS DE L'IMPERIALISME

Le début de cet article est paru dans le Prolétaire n° 383 et n° 385. Aggravation de la situation alimentaire du tiers-monde. Excédents agricoles dans les pays impérialistes. L'aide alimentaire permet donc à ces derniers de régulariser leurs propres marchés agricoles tout en s'ouvrant des débouchés nouveaux dans les pays en développement. Il s'ensuit dans ces derniers un changement des habitudes alimentaires, une baisse relative de la production et de la valeur marchande des cultures vivrières au profit des cultures d'exportation, la ruine de certaines couches de la paysannerie traditionnelle avec pour conséquence, l'émigration, l'exode rural et l'urbanisation sauvage ainsi qu'un début d'industrialisation.

### AIDE ALIMENTAIRE, COMMERCE AGRO-ALIMENTAIRE ET CRISE.

Amorcé, nous l'avons vu, par l'aide alimentaire, le commerce agro-alimentaire international connaît une intensification brusque au milieu des années 1970, précisément au début de la crise économique mondiale. C'est ce que montre le tableau suivant.

#### CROISSANCE DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS MONDIALES (taux annuels de variation moyens (en volume)).

	1963-73	1974-79		
	Prod. Exp.	Prod.	Exp.	
Total	6	8,5	3,5	4,5
Produits agricoles	2,5	4	2	4,5
Produits minéraux	5,5	7	2,5	0,5
Produits manufacturés	7	11	4	5

Source: GATT. Le commerce international en 1979-1980.

Par rapport à la période 1963-73, on voit, en effet, à partir de 1974, alors que la baisse de la croissance des exportations mondiales totales, de celles de produits manufacturés et minéraux est nette, que la croissance des exportations de produits agricoles continue d'augmenter. "Sur le plan tendanciel, le fait nouveau dans le domaine du commerce international pendant les années 1970, a consisté surtout dans l'essor sans précédent du commerce des produits agro-alimentaires, tandis que les exportations des produits manufacturés et des combustibles se sont ralenties" (1).

Bien évidemment, les pays riches ont continué à développer leurs exportations agricoles au sein du tiers-monde. Cependant, depuis une dizaine d'années, ce qui est nouveau, c'est une augmentation importante des exportations agro-alimentaires des pays du tiers-monde vers les pays industrialisés, afin de nourrir le bétail de ceux-ci. Ainsi, au cours des années 1970, l'excédent de la balance agro-alimentaire du tiers-monde avec le reste du globe a plus que doublé.

#### TIERS-MONDE: EXCEDENTS DES BALANCES AGRO-ALIMENTAIRES (en milliards de \$).

	1970	1979
Avec l'OCDE	6,9	17,2
Avec la CEE	4,1	11,8
Avec le Japon	0,9	5,1
Avec les USA	1,5	1,3
Avec le monde (total)	20,7	54,7
dont : prod. alimentaires	6,2	18,9
autres prod. agric.	14,5	35,8

Source: UNCTAD. Trade and development Report. 1981.

La récession mondiale du milieu des années 70 amène la réduction de la croissance dans le domaine du commerce international des produits manufacturés ? Qu'à cela ne tienne ! Puisque cela est possible, le capitalisme répond en développant le commerce des produits agro-alimentaires jusqu'à ce que ce secteur connaisse aussi la crise.

Le capital international ayant fait miroiter aux yeux des pays pauvres la possibilité de se développer, ceux-ci se sont endettés pour essayer de sortir de la pauvreté. On connaît le résultat : les pays pauvres restent pauvres, (à des degrés divers, il est vrai) et ils sont fortement endettés. Pour rembourser cette dette, ils ne peuvent que vendre leurs seules richesses, c'est-à-dire développer leurs exportations agro-alimentaires, puisque la demande des matières premières est moins forte.

L'endettement a donc retardé la crise tout en créant les conditions d'une crise plus grave encore. Cela a permis, au cours des dix dernières années, une phase importante de la "constitution d'une économie agro-alimentaire transnationale organisée sous le contrôle des firmes multinationales. Dans la plupart des cas, les échanges agro-alimentaires internationaux font partie intégrante du processus de la "croissance de grosses firmes multinationales. Cette nouvelle économie transnationale s'était déjà manifestée dans une première étape par les exportations

"massives de viande de l'Amérique Centrale vers les Etats-Unis entre 1958 et 1970 (...). Aujourd'hui, nous constatons que la "nouvelle étape de l'intégration alimentaire transnationale se manifeste par l'importance qu'acquiert de nos jours le commerce "mondial" (c'est nous qui soulignons, "NDR) des produits pour l'alimentation

"animale" (2).

C'est donc bien aujourd'hui à l'amorce d'un nouvel ordre agro-alimentaire, à une nouvelle phase de la division internationale du travail et de la production entre pays "pauvres" et pays "riches" que nous assistons.

### ORGANISME D'AIDE AU TIERS-MONDE ET AIDE ALIMENTAIRE.

Monétarisation de l'économie agricole, abandon de la production pour l'auto-consommation et production croissante pour le marché, intégration du tiers-monde dans la division internationale du travail. Est-il possible, dans ces conditions de se contenter de dire, comme le font les organisations non-gouvernementales (ONG) d'aide au tiers-monde (Terre des Hommes, Cimade, Frères des Hommes, Peuples solidaires, Comité Catholique contre la faim et pour le développement, etc.) comme d'ailleurs certains responsables gouvernementaux (le "socialiste" Edgar Pisani, par exemple), qu'il suffit de rééquilibrer les relations Nord-Sud, de faire marche arrière en diminuant les cultures d'exportation et en augmentant les cultures vivrières ? Le "Nord" sera-t-il d'accord ? Le "Sud" le sera-t-il aussi ? Voyons cela de plus près.

Aujourd'hui, dans les campagnes du tiers-monde, "la terre n'a plus pour fonction première d'assurer l'existence de la société qui l'occupe, mais d'enrichir, (ou de ruiner, NDR) ceux qui la possèdent. (...) Hautement capitaliste et productif, le nouveau mode de production permet de drainer les ressources financières que dégagent les activités productives entre les mains de ceux qui possèdent et contrôlent les moyens de production : terres, usines, instruments de transport, etc. L'activité économique ne vise plus à assurer l'existence matérielle de la société, mais à améliorer les "conditions de vie d'une minorité" (3).

Mais donnons des exemples ! Dans "son enquête dans les régions sucrières du Nord-Est brésilien", Robert Linhart a bien montré comment on y a considérablement étendu la culture de la canne à sucre pour fabriquer à partir de celle-ci un carburant pour les automobiles. C'est "la faim du Nordeste qui fera tourner les bagnoles dans le pays entier" (4). Est-il besoin d'ajouter que ceux qui roulent en bagnole sont les bourgeois brésiliens ?

Et comment l'aide alimentaire elle-même est-elle distribuée dans les pays bénéficiaires ? "Contrairement

"à ce qu'on pourrait légitimement croire, "la plus grande partie des denrées alimentaires fournies au titre de l'aide ne "sont pas distribuées mais vendues au "prix du marché ou à un prix subventionné "qui s'en approche (...). Dans le cadre "du système des rations, les céréales "alimentaires se vendent à des prix "subventionnés dont bénéficient d'abord "ceux qui auraient les moyens de payer "au prix du marché : la classe moyenne "urbaine. Le tiers environ des rations "de céréales est alloué à des militaires, "à des policiers et à des fonctionnaires "civils, ainsi qu'à des employés de grandes "entreprises. Un autre tiers va à des "détenteurs de carte de rationnement "qui, pour la plupart, appartient "à la classe moyenne (...). Il ne reste "plus qu'un tiers pour la campagne, "où vit 90 % de la population totale; "et encore, ceux qui sont chargés de "la distribution en prélèvent une portion "considérable pour la vendre au marché "noir (...). Le Bangla-Desh n'est pas "en effet le seul pays à instituer de "telles pratiques : elles sont, de notoriété "publique, générales dans la plupart "des pays en voie de développement" (5).

L'aide alimentaire ne permet donc pas de nourrir les plus pauvres, puisque ceux-ci ne reçoivent que 10 % de celle-ci. Mais il y a plus ! N'est-il pas évident, maintenant, qu'il est insuffisant de diviser, comme le font les organismes d'aide au tiers-monde, le monde en deux parties : le "Nord" et le "Sud", en pays "riches" et en pays "pauvres" ? Ce sont les pays "pauvres" eux-mêmes qu'il faut diviser en "riches" et en "pauvres", en classes sociales. En effet, les gouvernements des pays bénéficiaires de l'aide alimentaire se moquent autant que les Etats donateurs du côté humanitaire de l'aide. Elle leur permet de s'assurer à bon compte le soutien de catégories de la population qui leur sont politiquement nécessaires pour jouir des privilèges qu'ils n'hésitent pas à défendre avec la dernière violence. Elle n'est, en définitive, qu'une aide des riches aux riches. Tout le monde y trouve son compte, sauf, précisément,

les "pauvres". L'impérialisme, intéressé par les matières premières et les débouchés qu'offre le tiers-monde, s'y assure de cette manière une clientèle politique qui peut à son tour se créer une clientèle politique et être tranquille ainsi pour s'occuper de ses "affaires".

Mais cela n'est pas tout ! Nous avons vu comment l'économie marchande dissout le vieux tissu social des campagnes du tiers-monde, accumulant la richesse à un pôle de la société, créant la pauvreté à un autre. Suffit-il, pour y améliorer la situation alimentaire, de développer, comme le préconisent les organismes d'aide, la production des cultures vivrières locales ? Nous répondons clairement non ! C'est ne pas tenir compte, en effet, du bouleversement de la structure sociale du tiers-monde. Si la production pour l'autoconsommation y disparaît pour faire place à la production pour l'échange, il est clair que la capacité de s'alimenter dépend du pouvoir d'achat de chacun et que, du fait de l'urbanisation accélérée, un nombre croissant de populations du tiers-monde dépendent, pour pouvoir manger, de ce qu'elles peuvent acheter. "La malnutrition ne sera donc pas dépassée, même en doublant ou triplant la production alimentaire, tant qu'on ne mènera pas de politiques appropriées pour changer le statut des pauvres qui sont ceux qui, en Amérique Latine comme dans le reste du tiers-monde, souffrent de la faim" (6).

Qu'on nous comprenne bien ! Nous n'avons pas dit que les ONG ne font pas du bon travail sur le terrain. Nous avons simplement essayé de montrer que leur discours est insuffisant. L'économie marchande s'emparant du tiers-monde, il nous semble important de rappeler que produire n'est pas tout. Il faut aussi pouvoir acheter ce qui est produit pour être vendu.

### CONCLUSION.

Les marxistes défendent tout autant que les écologistes et les tiers-mondistes une utilisation rationnelle du sol en fonction de l'espèce humaine et non en fonction du profit. Mais les marxistes se distinguent de ces derniers lorsqu'ils démontent les mécanismes qui expliquent la désastreuse situation alimentaire mondiale actuelle.

Prenant le relais du colonialisme, l'aide des grandes métropoles impérialistes, aujourd'hui plus que jamais excédentaires en produits agricoles, contribue à chasser l'autoconsommation des campagnes du tiers-monde où les denrées agricoles et alimentaires perdent, comme l'ont perdu auparavant celles produites au "Nord", leur seul caractère de valeur d'usage pour prendre aussi celui de valeur d'échange, de marchandises.

Déstabilisé économiquement, socialement, culturellement et écologiquement par la pénétration du capitalisme, le "Sud" est intégré dans la division internationale du travail (et les famines sont aussi l'occasion de l'y intégrer davantage).

Le mouvement de destruction de la paysannerie qui affecte aujourd'hui le tiers-monde est analogue, à bien des égards, à celui qu'a connu l'Europe au dix-neuvième siècle. Cependant, si la révolution industrielle européenne fut, à la même époque, gourmande de main-d'œuvre et permit le développement d'un marché intérieur, il n'en est pas de même aujourd'hui dans les pays sous-développés, puisque l'exode rural y crée bidonvilles et réservoirs de chômeurs, alors que le "Nord" ferme ses frontières aux émigrants du "Sud". Cela dit, c'est une étude par régions géographiques qu'il serait nécessaire de réaliser. Ainsi, la situation n'est pas la même en Afrique qu'en Amérique Latine : cette dernière est beaucoup plus industrialisée que la première. Dans ces conditions, ce n'est pas d'un, mais de plusieurs tiers-mondes qu'il faudrait parler.

Dans tous les cas, cependant, le bouleversement qui affecte le tiers-monde présente un côté positif, révolutionnaire. Il produit, en effet, des masses sans réserve qui ont déjà montré, lors d'émeutes de la faim, qu'elles n'hésitent pas à descendre dans la rue et qui pourront être les fossoyeurs des bourgeoisies du "Sud" et de leurs serviteurs.

Mais il serait faux de croire que ces masses pourront arriver par leurs seuls moyens à bouleverser l'ordre social existant. En effet, il est clair que les bourgeoisies locales n'hésiteront pas un instant, comme elles l'ont déjà fait, à faire appel à l'aide de l'impérialisme pour défendre leurs privilèges de classe. Par conséquent, le succès des masses sans réserve du tiers-monde suppose une lutte à caractère anti-impérialiste du prolétariat des grandes métropoles industrielles qui devra fournir son aide matérielle et lutter contre les envois d'armes et de troupes.

Ici, il est évident que les communistes révolutionnaires ne peuvent être d'accord avec les écologistes et les tiers-mondistes. Pour ces derniers, en effet, il n'est pas question de lutte de classes. Il suffit d'aider le Sud à mener à bien, par dizaines

de milliers, des réalisations à petite échelle dans les domaines les plus divers : creusement de puits, développement de l'irrigation, sélection de semences, plantation d'arbres, aménagement de routes, création de dispensaires et formation de personnel de santé dans les villages, mise sur pied de coopératives, etc.

Encore une fois, tout ce travail est excellent. Mais c'est laisser toute liberté aux bourgeoisies locales, qui tirent leurs privilèges du développement du système marchand, pour mettre en oeuvre leurs options économiques (priorité donnée à l'industrialisation sur le développement rural, aux cultures d'exportation sur les cultures vivrières).

C'est faire appel uniquement à l'esprit de charité du Nord pour le financement de "microprojets" au Sud. Certes, l'échec de la politique de développement des vingt dernières années avec, pour conséquence, la misère des masses montre le côté positif de ces réalisations qui apportent un soulagement qui est loin d'être négligeable.

Enfin, avec le développement de la crise au Nord, les moyens financiers totaux collectés, provenant des fonds privés ont tendance à diminuer, alors qu'il y a de plus en plus de projets à réaliser. La méthode tiers-mondiste de lutte contre le sous-développement montre donc ses limites.

Au Sud, les cultures vivrières diminuent au profit des cultures d'exportations. Mais cette utilisation actuelle du sol, aberrante du point de l'écologie et des populations, n'est pas due au hasard : elle est dictée par les besoins totalitaires du capitalisme, soucieux de sa seule bonne santé et se moquant bien, derrière les discours généreux de ses porte-paroles, de celle des populations. En effet, c'est bien parce qu'il y a production pour le marché qu'il y a malnutrition et famines et non par insuffisance de production.

On le voit, ce n'est pas la marchandise qui peut nourrir correctement l'humanité. Disons-le donc tout net : la faim et la malnutrition ne disparaîtront qu'avec la destruction du capitalisme et le passage au communisme ! Encore faut-il ajouter qu'il n'y a pas de socialisme à l'Est ou au sein du tiers-monde et que ce n'est pas, pour prendre l'exemple de l'Éthiopie, parce que ce pays a un régime "marxiste" qu'il connaît la famine : là-bas aussi, c'est le capitalisme qui fait sa sale besogne.

Mais est-ce pour autant que les communistes révolutionnaires vont se contenter d'attendre que les masses, ayant compris le bien-fondé du marxisme, viennent les tirer par la manche pour les aider à bouleverser l'ordre mondial pour passer au communisme ? Il n'en est rien. Nous avons bien dit que le bouleversement économique et social qui affecte le tiers-monde présente un caractère révolutionnaire. Révolutionnaire par rapport aux structures pré-capitalistes et non par rapport au capitalisme, évidemment. Il ne faudrait pas croire, cependant, que cette manière de voir les choses nous empêche de voir les souffrances apportées par ce, bouleversement, d'y être sensibles et de proposer des solutions.

"L'aide alimentaire est une des armes utilisées par l'Occident contre le tiers-monde, et cet aspect est bien plus important que les éphémères soulagements qu'elle peut apporter dans des situations de crise aiguë" (7). Il ne s'agit pas, cependant, de demander sa suppression mais de faire en sorte que son budget soit augmenté et utilisé, non plus pour transférer de la nourriture du Nord vers le Sud, mais pour développer les cultures vivrières qui permettraient au tiers-monde de gagner une plus grande autosuffisance alimentaire. Quant à l'aide alimentaire d'urgence, elle ne devrait être accordée que s'il y a pénurie de nourriture et ses délais de livraison devraient être raccourcis (celle de la CEE met, en moyenne, trois à quatre mois pour parvenir aux ports de débarquement).

Ce n'est pas là le but de la campagne du chanteur de rock Bob Geldorf, animateur d'une certaine campagne contre la faim dans le tiers-monde. Sa dernière opération, soutenue par les médias et des vedettes du show-business, a réussi à mettre massivement le milieu scolaire en action. Elle consiste à demander aux élèves français d'envoyer des sacs de farine, de sucre et de lentilles dans les sept pays africains les plus touchés par la famine : 750 000 jeunes scolaires auraient constitué, en 2 semaines, 15 000 comités de soutien ("Le Monde" du 23/1/86).

Si pour Bob Geldorf "l'idée de donner à ceux qui ont faim est excitante", il n'en reste pas moins que le problème n'est pas aussi simple que cela. En effet, nous avons vu que l'envoi massif de nourriture modifie les habitudes alimentaires des populations, encourage la mendicité, renforce les trafics, contribue à l'abandon des cultures vivrières et contraint le tiers-monde à importer, au prix fort, de la nourriture du Nord et à s'endetter.

Bref, le résultat, c'est l'appauvrissement des pays pauvres et de bonnes affaires pour les firmes de l'agro-business

occidental. Et ce n'est pas un hasard si Bob Geldorf a été reçu le 22 janvier 1986 par le président Mitterrand, patron de l'impérialisme français, qui a de gros excédents de produits alimentaires à vendre.

L'endettement des pays pauvres contraint leurs bourgeoisies à faire rentrer un maximum de devises en exportant et, donc, à développer les cultures d'exportation. Cette politique entraîne la misère à la ville et à la campagne. Pour les communistes révolutionnaires également, il est prioritaire de soulager la misère en commençant par améliorer l'alimentation des populations. Il est donc clair que la priorité doit être donnée aux cultures vivrières. La charité ne suffit pas !

Mais cela ne sera pas facile, c'est le moins qu'on puisse dire, à obtenir. En effet, au Nord comme au Sud, le capital, représenté par les colosses de l'agro-business et ses serviteurs, tire sa bonne santé de la misère des populations et réclame donc le développement des cultures d'exportation. Et les paysannes du tiers-monde sont aujourd'hui bien trop déstructurées pour constituer une force sociale capable d'agir pour la protection et l'extension des cultures vivrières. Aussi, pour nous, communistes, il est clair que "résoudre définitivement le problème de la faim dans le monde impliquerait des changements structurels et politiques - tant sur le plan local qu'international, au Nord comme au Sud - qui vont bien au-delà d'une simple remise en cause des formes actuelles de l'échange commercial entre le Nord et le Sud, et bien sûr d'une intensification de l'aide alimentaire" (8).

Bref, nous ne craignons pas de le répéter, le redéploiement des cultures vivrières est lié à une lutte anticapitaliste au Sud en même temps qu'à une lutte anti-impérialiste au Nord.

Pour que le Sud mange à sa faim, il faudrait, évidemment, que ses structures agricoles de production soient orientées vers la satisfaction des besoins des masses et non vers celle du capitalisme. Mais il faudrait aussi qu'il n'ait pas à nourrir une partie du Nord. En effet, "on estime que plus de 25 % des terres fertiles productives du tiers-monde sont ainsi accaparées par les besoins alimentaires des pays du centre" (du Nord, NDR) (9). "Chaque européen a, dans le tiers-monde, un lopin de terre de 10x30 mètres qui est cultivé pour lui ou pour ses animaux (soit 60 kg d'équivalent-céréales). Tous ces lopins totalisent pour l'ensemble de l'Europe 25 millions d'hectares cultivés dans le tiers-monde (...). La moitié de la production mondiale de poisson se fait dans le tiers-monde. Mais la consommation de poisson d'un habitant du tiers-monde n'atteint en moyenne que le cinquième de celle d'un habitant d'un pays industrialisé" (10).

Il n'est donc pas sérieux d'affirmer que le tiers-monde ne peut pas se nourrir lui-même et de faire peser la responsabilité de la faim sur le climat, la croissance démographique ou le manque de fertilité du sol.

"Il y a largement de quoi nourrir aujourd'hui chaque être humain. En 1980, la seule production de céréales aurait pu nourrir chaque homme avec 333 kg de céréales/habitant/an ou 250 kg en retirant les pertes, les semences et les usages de l'industrie, soit plus de 3 000 calories et 65 grammes de protéines par habitant et par jour (...). 0,1 hectare de terre d'élevage fournit la nourriture d'un homme pendant 19 jours. 0,1 hectare de céréales fournit la nourriture d'un homme pendant 217 jours" (11).

"Mais il n'y a pas de quoi nourrir chaque être humain à l'américaine" ou "à l'occidentale". En effet, le bétail des pays riches consomme à lui seul autant de céréales que tous les habitants de la Chine et de l'Inde réunis (plus d'un milliard et demi d'habitants) (...). "Lorsqu'on abat un boeuf, il fournit 200 kg de viande, soit 1 500 repas. Mais avec les céréales qu'on lui a données, on pourra servir 18 000 repas" (12).

On sait qu'il faut en moyenne 7 calories d'origine végétale pour obtenir une calorie sous forme de viande. On ne sera donc pas surpris d'apprendre que 35 % de la production mondiale annuelle de céréales et 56 % de celle de protéines végétales est utilisée pour la nourriture du bétail. Nous avons donc pu écrire ("Le Proletaire" n° 372) que "le porc des pays riches a son repas assuré, le commun des mortels des pays pauvres, non !".

Evidemment, il n'est pas question de ne manger que des céréales ou des protéines d'origine végétale. Mais il est clair que la révolution communiste devra, pour nourrir correctement l'humanité, s'accompagner d'une révolution diététique. ●

1) Kostas Vergopoulos. La crise alimentaire dans le tiers-monde. Les Temps modernes n° 459. Octobre 84, page 668.

2) Ibid. page 673.

3) Famines et pénuries. Petite collection Maspéro n° 273, page 170.

4) Robert Linhart. Le sucre et la faim. Les Editions de Minuit. Page 44.

5) Sophie Bessis. L'arme alimentaire. Petite collection Maspéro n° 248, pages 226 à 228.

6) Famines et pénuries. Op. cit. page 33.

7) Sophie Bessis, op. cit. page 212.

8) Famines et pénuries. Op. cit. page 104.

9) Kostas Vergopoulos. Op. cit. page 660.

10) Docteur Jean-Michel Lecerf. Manger autrement. Editions de l'institut Pasteur de Lille. Pages 16 et 19.

11) Ibid. pages 18 et 21.

12) Ibid. pages 20 et 21.

## L'aide une bonne affaire

Un rapport publié en octobre dernier par le Conseil Economique et Social sur la politique européenne de coopération fait le bilan de l'action menée dans le cadre du FED (1) et essaie d'évaluer les retombées pour la France. Il a d'abord le mérite de rappeler qu'un des buts fondamentaux est de "faire accéder les pays africains à l'économie de marché" : en clair, faciliter, accélérer la pénétration et le développement du capitalisme en Afrique. Le rapport ne peut que constater la lenteur des transformations et une dégradation générale de la situation des pays receveurs de l'aide, une "situation sociale médiocre" de la population. La Banque Mondiale estime que le PIB (Produit Intérieur Brut) par habitant de ces pays sera en 1990 inférieur à ce qu'il était en 1960. La crise économique mondiale a prélevé son tribut : baisse du PIB, baisse de la production minière (elle n'est plus qu'à 68 % de son niveau de 1970), surcapacités industrielles, etc.

Plus roses sont les résultats pour les "pays donateurs", et en particulier pour l'impérialisme français : jusqu'en 1975 ce dernier a réussi à faire attribuer 45 % des marchés de travaux entrepris grâce aux prêts communautaires. Après l'extension de l'aide à d'autres pays et l'arrivée de nouveaux pays donateurs à la suite de l'élargissement du Marché Commun, cette proportion s'est réduite, mais reste globalement la première, devant la RFA. Pour les 3 premiers exercices du Fonds Européen le montant des marchés remportés par la France a été de 694 millions d'écus, alors que sa contribution au Fonds était de 746 millions. A l'occasion du 4ème exercice la position française s'est dégradée : 421 millions d'écus de marchés contre une contribution de 840 millions.

Pour les lecteurs qui seraient prêts à verser une larme sur les malheurs de l'impérialisme français, il est bon de rappeler que ces contributions ne sont pas des dons mais des prêts qui doivent donc être remboursés, même si c'est à des taux inférieurs à ceux du marché : le fardeau de la dette des pays africains s'accroît sans cesse.

Le FED n'est pas le seul organisme d'aide "multi-latérale". Plus importante encore est l'Association Internationale pour le Développement (AID) qui fait partie de la Banque Mondiale. Un article de la "Tribune de l'Economie" montre "qui profite de la plus grosse part du gâteau 'aide au développement'" : c'est l'Europe qui avec 33 % du capital de la Banque Mondiale, reçoit pour chaque dollar investi, 1,84 dollar de commandes par an, alors que le Japon en reçoit 1,58 et les USA 0,94.

Voilà qui explique bien plus sûrement que les spéculations sur l'état d'esprit de Reagan, pourquoi les USA se détournent de plus en plus de l'aide multi-latérale au profit de l'aide bi-latérale.

Si on décompose ces chiffres bruts (AID + BM), on voit qu'ils sont beaucoup moins favorables pour les donateurs en ce qui concerne l'AID seule : en moyenne les Etats européens reçoivent 0,52 dollar de contrat pour 1 dollar prêt et les USA 0,39. Ceux-ci en ont tiré la conséquence en se désengageant de l'AID, ce qui a obligé les autres pays à créer une structure d'urgence, le "Fonds spécial pour l'Afrique" et a alimenté leurs récriminations contre les USA.

Pour ce qui est de la Banque Mondiale proprement dite, c'est le Japon qui bat les records avec 20,6 dollars de contrats pour un dollar prêt alors que les USA ne décrochent que 9,2 dollars. En Europe, pour 1 dollar prêt la RFA décroche 19,6 dollars, l'Italie 17,1, la Suède 14, la Grande-Bretagne 11,1 et la France un peu plus de 11.

Ce résultat fait se lamenter le journaliste qui parle du "déclin de compétitivité" de la plupart des pays européens face aux 3 puissances industrielles que sont les USA, le Japon et la RFA ; et il craint même que les résultats de la France "pourraient bien devenir négatifs à brève échéance".

Quoi qu'il en soit de ces alarmes, une chose est sûre en tout cas : le pillage et la domination impérialiste du tiers-monde sont eux, florissants. ●

1) FED: Fonds européen pour le développement.

# ALGERIE: la farce électorale au secours du régime !

Le 16 janvier les algériens étaient conviés à se rendre aux urnes pour donner leur avis sur la nouvelle charte nationale. Selon les chiffres officiels, la participation a atteint 95,92 %, et 98,37 % des suffrages étaient positifs. Quel est le but d'une telle mascarade électorale qui doit faire rêver le président philippin Marcos ?

Nous pouvons le deviner à travers le communiqué de victoire de l'agence de presse officielle APS : "le vote confirme la justesse de la voie suivie par la direction politique "du pays", il constitue "une riposte ferme et décisive à tous ceux qui tentent de semer le doute et de porter atteinte aux acquis du peuple algérien", "il consacre enfin la participation efficace "de toutes les catégories sociales à "l'élaboration de la politique à venir "du pays".

Les élections étaient le point d'orgue d'une mobilisation dans tout le pays au cours de laquelle s'est déroulé le congrès extraordinaire du FLN. En dehors de l'adoption du projet de charte, le congrès a défini certaines orientations fondamentales. Contrairement à ce qui était annoncé par beaucoup "d'observateurs" de la presse française on n'a pas procédé à la privatisation d'entreprises d'Etat déficitaires, mais l'appel au secteur privé n'a pas fait défaut. Enfin l'accent a été mis sur le développement de l'agriculture, dans le cadre du mot d'ordre "compter sur soi".

En effet depuis l'indépendance le jeune capitalisme algérien, selon une loi générale du capitalisme, s'est investi prioritairement dans l'industrie et a négligé l'agriculture. Et aujourd'hui l'Algérie doit importer 65 % de ses besoins en céréales : c'est l'impérialisme américain (et français) qui nourrit le peuple algérien. Les "émeutes de la faim" en Tunisie et au Maroc ont fait comprendre aux bourgeois le danger de cette situation. Le ministre de la planification, Ali Oubouzar juge donc que les importations "sont incompressibles "et risqueraient, si elles diminuaient, "de menacer le consensus social, ou "le fonctionnement de l'appareil économique".

Un nouveau système de salaires basé sur le "statut général des travailleurs" devrait instaurer "plus de justice" et permettre une hausse de ... 1 % du pouvoir d'achat. Dans un supplément spécial, "Le Monde" du 7/12/85 cite un rapport élogieux du FMI sur l'économie algérienne : "au cours des dernières années l'Algérie a bien réussi, sur le "plan interne, comme vis-à-vis de l'extérieur". Le taux de croissance, avec "une moyenne de 4 % l'an depuis 80 est exceptionnel (...). Il est remarquable "que cette performance ait pu être "atteinte en même temps que la balance "des paiements courants a été améliorée, "revenant à l'équilibre en 1984, après "2 ans de déficit". Mais, "Le Monde", pourtant toujours proche des milieux dirigeants algériens, avoue que ces résultats "se sont faits aux dépens "du confort de la population".

En 1985 le commerce extérieur a enregistré un excédent de 3 milliards de dollars, ce qui laisse la possibilité de réduire la dette extérieure (15 milliards de dollars), grâce à la bonne vente du pétrole et du gaz qui constituent 97,5 % des exportations.

Mais la guerre des prix du pétrole risque de bouleverser cet état

de choses : le prix de vente du pétrole algérien était encore de 29,5 dollars le baril en janvier. A la mi-février les prix du marché atteignaient 15 dollars et les saoudiens affirmaient pouvoir descendre jusqu'à 10 dollars. L'hebdomadaire anglais "The Economist" du 1/2/86 a calculé le manque à gagner des pays producteurs à la suite de cette baisse des prix. Pour un prix de 20 dollars ce manque à gagner pour l'Algérie serait supérieur à 2 milliards de dollars sur 1 an; à 15 dollars le baril, il serait supérieur à 4 milliards de dollars. Enfin si le prix tombait à 10 dollars, le manque à gagner atteindrait jusque les 6 milliards.

On voit que dans les dernières hypothèses l'excédent commercial laisserait place à un déficit. Comme les rentrées "invisibles" (argent des travailleurs émigrés) ne sont pas extensibles et que l'endettement du pays ne peut pas croître dans de fortes proportions (selon les dirigeants eux-mêmes, il ne devrait pas croître de plus 1 milliard de dollars), il ne restera plus à la bourgeoisie qu'à se retourner contre les travailleurs pour leur faire "se serrer la ceinture" encore plus. Parmi les promesses répandues lors du congrès du FLN, celle de l'austérité ne manquera pas de se réaliser. Les derniers mois ont été marqués par des procès qui ont démontré la réalité du mécontentement. En décembre ont été jugés les fondateurs de la ligue algérienne des Droits de l'Homme et des comités de fils de martyrs et dans un autre procès, des partisans de Ben Bella. Lors du premier procès les accusés ont été condamnés à des peines de 10 mois à 3 ans de prison et dans le second à des peines de 1 à 13 ans (plus 3 peines de 20 ans de prison pour des accusés en fuite). Les accusés ont été battus et torturés par la Sécurité Militaire. Déjà attaqués dans la prison de Berrouaghia par les gardiens, 6 condamnés du premier procès ont été transférés à la prison de Lambèse, où ils ont été battus dès leur arrivée (1).

Ces procès ont une valeur d'intimidation pour les opposants, notamment après les incidents à Tizi-Ouzou et d'autres localités de Kabylie et la grève organisée le 10 novembre par le comité de coordination de cette ville.

Pour faire passer la pilule de l'austérité, pour endiguer le mécontentement, le régime recourt à toutes les ficelles : religion, nationalisme, battage électoral et pour couronner le tout, répression. Il y est aidé par le gouvernement français qui interdit les manifestations de soutien comme celle du 1er novembre. Mais il ne pourra étouffer éternellement le développement de la lutte des classes.

1) Pour avoir un témoignage sur les conditions de détention à Lambèse et les tortures subies par les militants accusés d'être en contact avec notre parti, on peut lire : "offense à président", de Mezioud OULDAMER, éd. Gérard Lebovici.

# L'EMIGRATION DES JUIFS D'URSS

Lors de la venue de Gorbatchev en France, "SOS-racisme" a participé à une campagne des milieux sionistes pour l'émigration des juifs d'URSS sur le thème "les juifs d'URSS sont aussi nos potes". Il y a là-bas un certain nombre de juifs dits "Refuzniks" auxquels on a refusé les visas d'émigration.

Il va de soi que les communistes ne peuvent que condamner ces entraves à la libre circulation des individus qui font partie en URSS du système de contrôle de la population et en premier lieu de la classe ouvrière.

Cela ne signifie cependant pas qu'il nous est possible de nous associer, d'une façon ou d'une autre, à la campagne en cours sur les juifs d'URSS.

Il faut d'abord rappeler que la communauté juive est en l'occurrence plutôt favorisée (tout est relatif, bien sûr) : c'est la seule communauté où existe cette possibilité d'émigration; bien sûr, l'Etat soviétique met très souvent de la mauvaise volonté, fait traîner les dossiers parfois pendant plusieurs années et les candidats au départ sont en général privés de leur emploi; les tracasseries sont constantes. Mais le reste de la population n'a même pas cette possibilité, le seul cas admis par les autorités étant le regroupement familial.

D'autre part, l'URSS, qui n'a plus de relations diplomatiques avec Israël, se souvient quand même qu'elle a été un parain de l'Etat hébreu. Pour que les demandes d'émigration soient enregistrées il faut qu'elles mentionnent la destination d'Israël. En fait, sitôt sortis d'URSS, les juifs à 70 % ne vont pas en Israël, mais choisissent un autre pays.

Les rumeurs d'une émigration massive de juifs russes, qui est le but de la campagne actuelle, sont dues aux discussions en cours entre les 2 Etats. La France a proposé de fournir

un pont aérien, direct, entre Moscou et Jérusalem. L'avantage pour Israël est qu'il pourrait ainsi récupérer beaucoup plus de monde et éviter en partie que les émigrés russes évitent la fameuse "terre promise". A cause des conditions économiques surtout, la balance migratoire d'Israël est devenue déficitaire; en août un sondage d'opinion a indiqué que 7,7 % des Israéliens étaient candidats à l'émigration...

C'est pourquoi les émissaires israéliens ont fait en sorte que les manifestations lors de la venue de Gorbatchev ne prennent pas un ton anti-soviétique (1) !

Il apparaît donc clairement que la campagne pour l'émigration des juifs d'URSS est en fait une campagne de soutien à l'Etat sioniste. Les juifs d'URSS ne sont envisagés que comme de la chair à canon dont il faut éviter la fuite. Une véritable "solidarité anti-raciste" avec les persécutés d'URSS ne devrait pas oublier les peuples comme les Allemands de la Volga, pour qui toute émigration est inconcevable, ou les Tatars de Crimée qui avec d'autres populations déportées, demandent à émigrer ... dans leur pays d'origine, le Sud-Ouest de l'URSS (2). C'est-à-dire qu'elle ne devrait pas se faire sur une base ethnique ou religieuse mais de classe, en solidarité avec les luttes de classe en URSS même.

1) Selon le "Matin" du 30/9/85.  
2) Cf. le livre de Nekritch, "les peuples punis", ed. Maspéro.

## VIENT DE PARAITRE LE NUMERO 6 DE "IL COMUNISTA".

DANS CE NUMERO :

- L'imperialismo italiano alza la cresta.
- Reagan-Gorbaciov a Ginevra.
- Moti proletari nei ghetti inglesi.
- Sudafrica, gendarme dell'imperialismo.
- I "ragazzi dell'85".
- Giovane, vuoi un lavoro? Inventalo!
- Sulla lotta contro la repressione.
- Materiali per il bilancio politico della crisi interna :
  - Punti base di adesione all'organizzazione, 1952.
  - Appunti sulla lotta immediata e gli organismi proletari indipendenti.
  - Porto-Marghera: Sindacato calabroche.

## AVIS AUX LECTEURS

Toute la correspondance et tout envoi de journaux, textes et autres matériels doivent être adressés à :  
IL COMUNISTA  
C.P. 10835  
20110 MILANO - ITALIE.

**il comunista** N° 6 - 1985  
bimestrale del partito comunista internazionale - Anno III, Nuova serie

In margine allo strapuntino italiano - Una

**L'IMPERIALISMO ITALIANO ALZA LA CRESTA**

Il mese "italiano" non presenta nulla che non sia già stato detto in altri numeri. In questo numero si parla di: ...

**REAGAN - GORBACIOV A GINEVRA**

Dietro l'ennesima farsa degli incontri di pace l'imperialismo semina miseria e morte

# Quel alibi, la Libye !

Depuis de nombreux mois la Libye est présentée par tous les idéologues et les propagandistes au service des impérialismes occidentaux comme une "force radicale révolutionnaire" déstabilisant l'équilibre mondial et apportant une aide logistique à toutes les opérations de "terrorisme international". Il ne s'agit pas pour nous de défendre l'Etat lybien qui, comme nous l'avons déjà maintes fois rappelé dans ces colonnes, derrière une phraséologie pseudo-radical, développe une activité contre-révolutionnaire du point de vue des intérêts de la révolution prolétarienne internationale comme seule voie de l'émancipation prolétarienne dans le monde. Le pseudo-radicalisme de l'Etat lybien est simplement l'expression d'une stratégie qui, pour des raisons spécifiques, se place dans un rapport de rivalité inter-étatique avec les intérêts d'autres Etats impérialistes, réactionnaires et antiprolétariens.

Les discours imbéciles, crétinisme oblige, destinés à entretenir dans l'opinion une image paranoïaque, hystérique et irrationnelle concernant Khadafi s'inscrivent en réalité dans un projet d'intoxication et de propagande militariste-impérialiste savamment - rochestrées

Ces discours constituent un rideau de fumée qu'il importe de dévoiler.

On présente Khadafi comme un nouvel Hitler foulant aux pieds les règles du droit international et une menace explosive. Il suffit de rappeler que la Libye compte une population de ... 3,1 millions d'habitants et dispose d'une armée de 30 000 hommes à peine pour que cette ridicule intox se dégonfle d'elle-même. Est-il nécessaire d'ajouter que l'unique ressource de la Libye est la production pétrolière, que celle-ci est passée de 82 millions de tonnes en 1980 à 50 millions de tonnes en 1984 et moins encore aujourd'hui, que les recettes provenant de la rente pétrolière ont diminué de plus de 50 % de 1980 à 1984 atteignant moins de 10 malheureux milliards de dollars en 1984 et encore moins en 1986 en raison de la baisse combinée du dollar et du prix du pétrole ? La Libye n'est qu'un vulgaire moustique qui rêve de jouer à la guêpe. Les postures pseudo-radicales de Khadafi ont pour objectif de permettre à la Libye de gagner en popularité et en crédibilité auprès des Etats du tiers-monde et plus particulièrement d'Afrique afin qu'elle parvienne à être prise en compte par les grandes puissances impérialistes

dans les différents plans qu'ils échafaudent concernant l'Afrique du Nord, l'Afrique sub-saharienne, le Proche-Orient, et le Moyen-Orient. Khadafi roule des mécaniques pour ne pas être ignoré par les grands de ce monde pourri et impérialiste.

Et si les puissances impérialistes entretiennent la fiction d'une menace lybienne c'est qu'elles y trouvent leur intérêt. D'abord parce que cela permet de présenter toute explosion de colère, tout mouvement de résistance et de lutte dans une région particulièrement stratégiques, comme l'émanation d'un roitelet mégalomane et arriéré. Elles peuvent ainsi faire porter la responsabilité de ces mouvements et de ces explosions sur Khadafi en camouflant la réalité de leurs manœuvres et de leur politique de rapine et d'oppression qui est toujours en définitive la principale cause des réactions de révolte aussi confuses et désorientées soient-elles.

Ensuite parce que cela leur permet de lancer par ricochet des avertissements à la Syrie et à l'Iran qui s'efforcent également de réintégrer le "concert" diplomatique mondial en attisant des tensions ponctuelles et localisées. La Syrie et l'Iran sont en effet engagés dans un processus de rapprochement avec les USA. Reagan et les puissances

occidentales peuvent ainsi faire pression sur ces 2 pays par l'intermédiaire de la Libye, pour que ces 2 pays ne dépassent pas certaines limites.

Enfin et surtout la pseudo-menace lybienne permet aux USA, aux impérialismes occidentaux comme au sionisme de déployer leur dispositif militaire en Méditerranée et en Afrique pour être prêt, si la situation l'exige à colmater toute brèche grosse de dangereux craquements et tout danger de dérapage incontrôlé le moment venu. Déjà la France a mené l'opération Manta, les USA déploient leur flotte aéronavale en Méditerranée, notamment aux alentours du Golfe de Syrte, quant au sionisme il "s'amuse" à envoyer son aviation bombarder Tunis, détourner un boeing égyptien ainsi qu'un avion lybien.

Sous couvert des cris de dénonciation du "terrorisme international" l'impérialisme met en place son dispositif d'intervention pour développer une politique de terreur et de massacre d'Etat. Et ce que l'on entend derrière les pseudo-protestations de vierges effarouchées ce sont les grincements de mouches et les bruits de bottes de la canaille militariste-impérialiste. Décidément la Libye, quel alibi !